

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 30 MARS 2011
VERGADERING VAN 30 MAART 2011

PRESENTS-AANWEZIG : Mme-mevr. Jodogne, Bourgmestre ff-Burgemeester wnd; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Nimal, De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.-hh. Charels, Clerfayt, Van Gorp, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nysens, MM.-hh. El Khattabi, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courtheoux, Mmes-mevr. Onkelinx, Durant, MM.-hh. Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, , Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris

ABSENT -=- AFWEZIG : Mmes-mevr. Vanhauwaert, Ozdemir, Nalbant; Conseillères communales-Gemeenteraadsleden.

EXCUSES -=- VERONTSCHULDIGD : Mme-mevr. Held, MM.-hh. Kökten et/en Özkara, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EN DÉBUT DE SÉANCE -=- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : Mmes-mevr. Alic, Onkelinx, MM.-hh. Ramdani, Lahlali, Mme-mevr. Chan, MM.-hh. Köksal, van de Werve de Schilde, Charels, El Khattabi et/en Clerfayt; Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden

Mme Jodogne, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à **18 heures 35 minutes**.- De openbare vergadering wordt geopend om **18.30 uur** onder voorzitterschap van **mevr. Jodogne**, Burgemeester wnd.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **23 février 2011** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **23 februari 2011** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Aliç est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Aliç is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **M. Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

* * *

Mmes. Alic, Onkelinx, MM. Ramdani, Lahlali, van de Werve de Schilde et Charels entrent en séance -- Mevr. Alic, Onkelinx, de hh. Ramdani, Lahlali, van de Werve de Schilde en Charels treden ter vergadering.

* * *

SERVICES DU SECRETAIRE COMMUNAL -- DIENSTEN VAN DE GEMEENTESECRETARIS
Assemblées -- Vergaderingen

**SP 2.- Société coopérative de crémation - Modification des statuts -
Approbation -- Coöperatieve vennootschap voor crematie
- Wijziging van de statuten - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la loi du 22 décembre 1986 sur les Intercommunales;

Vu les statuts de la société coopérative intercommunale de crémation;

Vu la proposition de modifications des statuts de la société coopérative intercommunale de crémation, telle que présentée dans le courrier du 17 février 2011;

Vu les motivations à la base de cette proposition contenue dans le courrier précité du 17 février 2011 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

d'approuver les modifications des statuts de la société coopérative intercommunale de crémation, telles qu'adressées par l'Intercommunale, en date du 17 février 2011 au Collège des Bourgmestre et Echevins.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de wet van 22 december 1986 op de intercommunales;

Gelet op de statuten van de coöperatieve vennootschap voor crematie;

Gelet op het voorstel tot wijziging van de statuten van de coöperatieve vennootschap voor crematie, zoals voorgesteld in hun brief van 17 februari 2011;

Gelet op de motieven die aan de basis liggen van de inhoud van bovenvermelde brief van 17 februari 2011;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

om de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de coöperatieve vennootschap voor crematie, zoals mede gedeeld door de intercommunale, op datum van 17 februari 2011 aan het College van Burgemeester en Schepenen, goed te keuren.

SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -=- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER

Taxes -=- Belastingen

**SP 3.- Règlement redevance relatif au stationnement payant -
Modifications -=- Retributiereglement betreffende het
betaald parkeren - Wijzigingen**

MM. Charels, Van Gorp et Grimberghs interviennent

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Revu sa délibération 2 février 2011 votant le règlement redevance relatif au stationnement payant ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier d'un « horodateur » ou de tout autre système de stationnement payant et pour la durée que cet usage autorise ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE : par appel nominal, à l'unanimité

Règlement redevance relatif au stationnement payant

Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels l'usage régulier des appareils « horodateurs » ou tout autre système de stationnement payant est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Article 2

1) Pour le stationnement par les usagers d'un véhicule à moteur, la redevance est fixée comme suit :

A. En zone réglementée par des panneaux de signalisation de type E9 + additionnel 'Payant'

1. ticket gratuit de 20 minutes pour un stationnement de très courte durée ;
2. € 1,50 pour la première heure (fractionnable) ;

3. € 2,50 pour la deuxième heure (fractionnable).

B. En zone de stationnement règlementée par des panneaux de signalisation de type E9 + additionnel 'Payant' + additionnel 'Excepté Riverain'

1. € 0,10 pour un stationnement d'une très courte durée d' ¼ heure ;
2. € 1,50 pour la première heure (fractionnable) ;
3. € 2,50 pour la deuxième heure (fractionnable).

La redevance ne sera pas due par les riverains/détenteurs de cartes communales de stationnement qui apposeront, de manière visible et derrière le pare-brise avant de leur véhicule, la carte de stationnement délivrée par la commune, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007. Cette gratuité est aussi valable pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.

- 2) La tarification visée au point 1) correspond au « Tarif 2 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil. Elle donne droit à une durée de stationnement ininterrompue de 2 heures maximum.

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par l'apposition, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, du billet que l'appareil « horodateur » délivre suite au paiement de la redevance susvisée (ou du ticket gratuit de 20 minutes), soit par tout autre preuve qu'il a acquitté la redevance.

- 3) L'utilisateur aura toujours la possibilité d'opter pour le système forfaitaire de € 25,00 pour la demi journée. Cette tarification correspond au « Tarif 1 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil.

- 4) La redevance de stationnement ne sera pas due :

- par le personnel médical, paramédical et les vétérinaires, lors d'interventions à domicile lesquels sont autorisés à stationner à titre gratuit pour une durée maximale de deux heures, ceci pour autant que le véhicule utilisé soit clairement identifiable. L'apposition du disque bleu sur la face interne du pare-brise avant du véhicule avec indication de l'heure d'arrivée est cependant requise pour faciliter le contrôle de la durée du stationnement autorisé,
- pour les véhicules des usagers handicapés. Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise de son véhicule avant, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Article 3

La redevance est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule est stationné et est payable par insertion dans les appareils de pièces de monnaie, de cartes magnétiques admises par ceux-ci, soit par tout autre moyen de paiement appliqué à la zone de stationnement en question, soit par virement au compte du gestionnaire de stationnement.

Article 4

Il sera toujours considéré que l'utilisateur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire, visé à l'article 2, point 3), lorsque celui-ci n'aura pas apposé, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, le billet que l'appareil « horodateur » délivre, ou tout autre preuve de paiement, suite au paiement de la redevance visée à l'article 2.

Il en sera de même lorsque le véhicule n'a pas quitté l'emplacement de stationnement à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Lors de l'application d'office du système de paiement forfaitaire en raison de ce qui est défini aux alinéas précédents du présent article, il sera apposé, par le gardien de parking, sur le pare-brise avant du véhicule une invitation à acquitter la redevance dans les 10 jours.

Article 5

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune ou son gestionnaire de parkings concédés.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs de € 12,00 seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations

Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur dans des endroits où le stationnement est réglementé par des appareils « horodateurs » se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 2 février 2011 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Herziende zijn raadsbesluit van 2 februari 2011 stemmend het retributiereglement betreffende het betaald parkeren;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatige gebruik van de parkeerautomaten of alle andere systemen van betaald parkeren en voor de duur welke deze toelaat;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Retributiereglement betreffende het betaald parkeren

Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is en waar het regelmatig gebruik van de parkeerautomaten of een ander systeem van betalend parkeren verplicht is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

Artikel 2

1) Voor het parkeren, door de gebruikers, van een motorvoertuig, is de retributie vastgesteld als volgt:

A. In een gereguleerde zone aan de hand van signalisatiepanelen van het type E9 + onderbord "Betaald"

1. gratis ticket van 20 minuten voor het parkeren voor zeer korte tijd;
2. € 1,50 voor het eerste uur (fractioneerbaar);
3. € 2,50 voor het tweede uur (fractioneerbaar).

B. In een gereguleerde zone aan de hand van signalisatiepanelen van het type E9 + onderbord "Betaald" + onderbord "Uitgezonderd Bewoners"

1. € 0,10 voor het parkeren voor zeer korte tijd met een maximum van ¼ u;
2. € 1,50 voor het eerste uur (fractioneerbaar);
3. € 2,50 voor het tweede uur (fractioneerbaar).

De retributie is niet verschuldigd door de bewoners/houders van gemeentelijke parkeerkaarten aangebracht, zichtbaar achter de voorruit van hun voertuig, en uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007. Deze kosteloosheid is ook van toepassing voor de duidelijk geïdentificeerde carsharingsvoertuigen.

2) Deze tarifiering bedoeld in punt 1) stemt overeen met het "Tarief 2" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten. Zij geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uren.

De door de gebruiker gewenste parkeerduur wordt vastgesteld door het zichtbaar aanbrengen achter de voorruit van het voertuig van hetzij het ticket dat de parkeerautomaat afprint na de betaling van bovenvermelde retributie (of het gratis ticket van 20 minuten), hetzij elk ander bewijs dat aan de retributie werd voldaan.

3) De gebruiker heeft steeds de mogelijkheid om voor het forfaitaire stelsel te kiezen van € 25,00 per halve dag. Deze tarifiering stemt overeen met het "Tarief 1" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten.

4) De parkeerretibutie is niet van toepassing:

- voor het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen tijdens hun huisbezoeken voor een maximumduur van twee uur, op voorwaarde dat het gebruikte voertuig duidelijk identificeerbaar is. Het plaatsen van de parkeerschijf aan de binnenzijde van de voorruit of vooraan het voertuig is hiertoe vereist met de vermelding van het uur van aankomst noodzakelijk bij de controle van de toegelaten parkeertijd;
- voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap. Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

Artikel 3

De retributie is verschuldigd door de bestuurder van het voertuig of indien deze niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig geparkeerd is, en is betaalbaar hetzij door het insteken in het apparaat van muntstukken of bepaalde magneetkaarten hetzij door elke andere vorm van betaling die voor de betrokken zone van toepassing is, hetzij door overschrijving op de rekening van de parkeerbeheerder.

Artikel 4

De gebruiker van een motorvoertuig die het ticket van de parkeerautomaat of elk ander bewijs van betaling, bekomen na betaling van de in artikel 2, punt 3) bedoelde retributie niet zichtbaar achter de voorruit van zijn voertuig plaatst, wordt steeds geacht te kiezen voor de betaling van het in artikel 2 bedoelde forfaitaire tarief.

Hetzelfde is van toepassing wanneer een voertuig de parkeerplaats niet heeft verlaten en waarbij de toegelaten parkeertijd is verstreken.

Bij toepassing van het forfaitaire systeem zoals in de voorgaande alinea's van dit huidige artikel is gedefinieerd, brengt de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

Artikel 5

Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn, zal een herinnering worden verstuurd door de gemeente of zijn toegewezen parkingbeheerder.

Wanneer een tweede herinnering noodzakelijk blijkt, zullen de administratieve kosten van €12,00 worden geëist en worden gedragen door de debiteur van de retributie.

Vervolgens en steeds in geval van niet-betaling, zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

Alle kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens al deze fases bij de invordering van de geëiste bedragen zullen ten laste zijn van de debiteur van deze retributie en zullen bij de initiële geëiste tarieven worden bijgevoegd (bedrag van de retributie en administratieve kosten). Deze kosten, rechten en gemaakte uitgaven zullen worden berekend in overeenstemming met het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar het parkeren is gereguleerd door parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 2 februari 2011 bedoeld in de inleiding.

* * *

M. Köksal entre en séance --- De h. Köksal treedt ter vergadering.

* * *

EQUIPEMENT == UITRUSTING

Budget == Begroting

**SP 4.- Budget 2011 - Service extraordinaire - Modification budgétaire n°1 -
Approbation == Begroting 2011 - Buitengewone dienst -
Budgettaire wijziging nr. 1 - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**SP 5.- CHU Brugmann - Prolongation de la garantie communale sur les
dettes du CHU Brugmann - Approbation == UVC
Brugmann - Verlenging van de gemeentelijke waarborg
voor de schulden van het UVC Brugmann - Goedkeuring**

MM. Grimberghs et de Beaufort interviennent

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la situation spécifique de l'hôpital « CHU Brugmann » ci-après
dénommé « l'hôpital » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2011

Attendu que l'hôpital dispose actuellement d'une avance de trésorerie de
68.400.000 EUR auprès de Dexia Banque, dont un montant de 52.000.000 EUR
a été mis à disposition ;

Attendu que l'hôpital a établi un plan de trésorerie pour l'année 2011, dont
il ressort que les besoins de trésorerie s'élèvent au total à maximum 68.400.000
EUR ;

Attendu que du plan d'investissement il ressort que les besoins en
emprunts, long terme pour l'année 2011 sont évalués à 30.997.000 EUR ;

Attendu que l'hôpital souhaite prélever un montant de 7.900.000,00 € de
son enveloppe 2010 sur l'année 2011 ;

Attendu que cette avance de trésorerie, ces besoins de trésorerie futurs et
ces emprunts long terme futurs doivent être garantis par les communes
associées ;

Par appel nominal, à l'unanimité

1. DECLARE que la commune se porte irrévocablement caution solidaire
envers Dexia Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais de
l'avance de trésorerie octroyée ainsi que des avances de trésorerie futures et
des emprunts long terme à contracter par l'hôpital dans le cadre de son plan
de trésorerie et son plan d'investissement pour l'année 2011 (solde 2010 de
7.900.000,00 € y compris), et ce à concurrence d'un montant maximum de
35.762.090,10 EUR

Ce montant représente 33,33 % (1/3) des montants de l'avance de trésorerie
existante, des avances de trésorerie futures et des emprunts long terme à
contracter. Ce pourcentage représente la quote-part garantie par la
commune pour chaque opération d'avance de trésorerie ou d'emprunt ;

2. DECIDE d'accorder la garantie communale aux lignes de crédit du CHU
Brugmann jusqu'au 31 décembre 2011 et s'engage à renouveler celle-ci aux
mêmes conditions, pour autant que :

- le CHU Brugmann mette en application le plan de gestion contraignant
ramenant l'hôpital à l'équilibre dans les délais impartis
- le CHU Brugmann s'engage à respecter strictement ce plan et à prendre
immédiatement toute mesure permettant de respecter celui-ci

- le CHUB et la Commune de Schaerbeek finalisent la nouvelle convention relative aux objectifs de service public fixés au Site Brien, à la répartition des investissements et du résultat de l'hôpital.
 - la Ville de Bruxelles et la Commune de Schaerbeek entament dans la première moitié de l'année 2011 des négociations afin d'actualiser la convention d'association dans l'Hôpital Brugmann - Brien
3. DECLARE que ce montant reste garanti en cas de modification des modalités de financement (avances de trésorerie/emprunts long terme), pour autant que ces modifications soient approuvées par le Conseil d'administration de l'hôpital ;
 4. S'ENGAGE à verser à Dexia Banque les sommes dues en vertu du présent cautionnement dans un délai de 120 jours suivant la demande qui lui en sera faite par lettre recommandée, laquelle précisera les sommes réclamées, Dexia Banque renonçant, exclusivement pour cette opération, à l'exercice du droit aux prélèvements d'office qui lui est octroyé par l'article 139 de la nouvelle loi communale ;
 5. S'ENGAGE à payer des intérêts de retard au taux légal en cas de défaut de paiement endéans ce délai de 120 jours, sans préjudice d'autres indemnités dont l'hôpital serait redevable à Dexia Banque en vertu des montants cautionnés.

Le taux légal pour les intérêts de retard est celui déterminé par la loi et plus spécifiquement l'article 1153 du Code civil.

La présente décision est soumise à la tutelle conformément aux ordonnances et arrêtés applicables.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de specifieke toestand van UVC Brugmann, hierna genoemd "het ziekenhuis";

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2011

Overwegende dat het ziekenhuis momenteel bij Dexia Bank over een thesaurievoorschot van 68.400.000 EUR beschikt ; waarvan een bedrag van 52.000.000 € ter beschikking werd gesteld;

Overwegende dat het ziekenhuis voor het jaar 2011 een thesaurieplan heeft opgesteld, waaruit blijkt dat de thesauriebehoeften in het totaal maximum 68.400.000 € bedragen;

Overwegende dat uit het investeringsplan blijkt dat de behoeften aan langetermijnleningen voor het jaar 2011 op 30.997.000 € worden geraamd;

Overwegende dat het ziekenhuis een bedrag van 7.900.000 € wenst opnemen van zijn begroting 2010 op het jaar 2011;

Overwegende dat dit thesaurievoorschot, deze toekomstige thesauriebehoeften en deze toekomstige langetermijnleningen moeten worden gewaarborgd door de verenigde gemeenten;

Bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. VERKLAART dat de gemeente zich ten aanzien van Dexia Bank onherroepelijk hoofdelijk borg stelt, zowel in hoofdsom als interest, provisie en kosten van het toegekende thesaurievoorschot alsook van de toekomstige thesaurievoorschotten en leningen op lange termijn aan te gaan door het ziekenhuis in het kader van zijn thesaurieplan en zijn investeringsplan voor het dienstjaar 2011 (saldo 2010 van 7.900.000 € inbegrepen), dit ten belopen van een maximum bedrag van 35.762.090,10 €. Dit bedrag vertegenwoordigt 33,33 % (1/3) van het bedrag van het bestaande thesaurievoorschot, van de toekomstige thesaurievoorschotten en van het bedrag van de af te sluiten leningen op lange termijn. Dit percentage komt overeen met het aandeel dat door de gemeente wordt gewaarborgd voor elk thesaurievoorschot of elke lening.
2. BESLIST de gemeentelijke waarborg toe te kennen aan de kredietlijnen van het UVC Brugmann tot 31 december 2011 en verbindt er zich toe deze waarborg te hernieuwen aan dezelfde voorwaarden, voor zover dat:
 - het UVC Brugmann het bindende beheersplan uitvoert die het ziekenhuis binnen de toegekende termijn terug naar het evenwicht moet brengen

- het UVC Brugmann zich ertoe verbindt dit plan strikt na te leven en onmiddellijk alle nodige maatregelen te nemen om dit plan te respecteren
 - Het UVC Brugmann en de Gemeente van Schaarbeek beëindigen de nieuwe conventie betreffende de doelstellingen van de openbare dienst met betrekking tot de site Brien, aan de verdeling van de investeringen en van het resultaat van het ziekenhuis
 - de Stad Brussel en de Gemeente Schaarbeek in de eerste helft van het jaar 2011 onderhandelingen aanknopen om de verenigingsconventie van het hospitaal Brugmann – Brien te actualiseren .
3. VERKLAART dat dit bedrag gewaarborgd blijft in geval van wijziging van de financieringsmodaliteiten (thesaurievoorschot / leningen op lange termijn), voor zover deze wijzigingen goedgekeurd worden door de raad van bestuur van het ziekenhuis;
 4. VERBINDT zich ertoe om binnen een termijn van 120 dagen volgend op de aanvraag die door Dexia Bank bij aangetekend schrijven werd ingediend en waarin de gevorderde sommen gespecificeerd zijn, de sommen te betalen die krachtens deze borgstelling verschuldigd zijn. Uitzonderlijk voor onderhavige operatie, ziet Dexia Bank af van zijn recht op de ambtshalve afname die haar is toegekend in het kader van artikel 139 van de nieuwe gemeentewet.
 5. VERBINDT zich ertoe om bij niet-betaling binnen deze termijn van 120 dagen moratoire rente te betalen tegen wettelijk tarief, onverminderd andere schadevergoedingen die het ziekenhuis aan Dexia Bank krachtens de gewaarborgde bedragen verschuldigd zou zijn.
De wettelijke rentevoet voor de moratoire rente is deze die is vastgesteld door de wet en meer in het bijzondere artikel 1153 van het burgerlijke wetboek.
- Dit besluit is onderworpen aan het algemene toezicht zoals voorzien in de gemeentewet en de toepasselijke ordonnances.

Contrôle ==- Controle

**SP 6.- CPAS - Comptes 2009 - Approbation ==- Ocmw - Rekeningen 2009
- Goedkeuring**

(voir annexes - zie bijlage)

M. De Herde expose

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix contre 11 ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen tegen 11

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 249 et 255 de la Nouvelle loi communale,
Vu la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres publics d'Action sociale, telle que modifiée à ce jour - en particulier son article 89

Vu l'ordonnance du 03 juin 2003 relative à la tutelle administrative et aux règles financières, budgétaires et comptables de la loi organique du 08 juillet 1976 relative aux Centres publics d'aide sociale - en particulier son article 30

Considérant que le Conseil de l'Action Sociale a transmis le compte de l'exercice 2009 du CPAS approuvé en sa séance du 24 février 2011

Considérant que le Comité de Concertation, en sa séance du 14 février 2011, a pris acte des documents et des résultats sous réserve de l'examen approfondi par les autorités de tutelle.

Attendu que le compte 2009 présente un déficit de 1.951.895,29 € réparti comme suit :

- résultat négatif de l'exercice propre : - 600.533,07 €
- dotation à la provision pour créances aléatoires : -1.351.362,22 €

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

DECIDE : par appel nominal, par 28 voix contre 11
D'arrêter définitivement le compte de l'exercice 2009 du Centre public d'Aide sociale, tel que déposé au dossier.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 249 et 255 van de Nieuwe gemeentewet
Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn zoals gewijzigd tot op heden in het bijzonder artikel 89

Gelet op de ordonnantie van 03 juni 2003 betreffende de administratieve voogdij en de financiële, begroting- en boekhoudingregels van de organieke wet van 08 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn – in het bijzonder artikel 30

Overwegende dat de raad voor Maatschappelijk Welzijn de rekening van het dienstjaar 2009 van het OCMW, goedgekeurd in zitting van 24 februari 2011, heeft overgemaakt

Overwegende dat het Concertatiecomité Gemeente/OCMW in zijn zitting van 14 februari 2011, akte heeft genomen van de documenten en de resultaten onder voorbehoud van het grondig onderzoek door de voogdijoverheden

Overwegende dat de rekening 2009 een mali van 1.951.895,29 € vertoont, als volgt verdeeld :

- negatief resultaat van het eigen dienstjaar : -600.533,07 €
- dotatie aan het fonds van voorzieningen voor onzekere schuldvorderingen : -1.351.362,22 €

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen tegen 11

de rekening van het dienstjaar 2009 van het OCMW definitief vast te stellen, zoals neergelegd bij het dossier.

SP 7.- Fabrique d'église Sainte Thérèse d'Avilla - Budget 2011 - Approbation ==- Kerkfabriek van de Heilige Theresia van Avilla - Begroting 2011 - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 1 abstention ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Thérèse d'Avilla dressé par le Conseil de Fabrique.

Considérant que cette administration fabricienne ne parvient pas à présenter son budget en équilibre qu'en y inscrivant une intervention communale ordinaire de 1.000 € prévue au budget communal de 2011

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 1 abstention

- 1° d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Thérèse d'Avilla tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique
- 2° d'accorder à cette administration fabricienne un subside communal ordinaire de 1.000 € (prévu au budget communal 2011)
- 3° d'imputer cette dépense à l'article 790/435EQ01 /12 du budget 2011

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Theresa van Avila vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek

Overwegende dat de administratie van deze kerkfabriek er enkel in slaagt om zijn begroting in evenwicht te brengen door een gewone gemeentelijke tussenkomst van 1.000 € in te schrijven, die in de begroting 2011 voorzien is

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 1 onthouding

- 1° een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Theresa van Avila zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek
- 2° aan deze kerkfabriek een gewone gemeentelijke tussenkomst van 1.000 € toe te kennen
- 3° deze uitgave te boeken op artikel 790/435EQ01/1 2 van de begroting 2011

SP 8.- Fabrique d'église Saint-Albert - Modification budgétaire de l'exercice 2010 - Budget de l'exercice 2011 - Approbation - =- Kerkfabriek van de Heilige Albertus - Budgettaire wijziging van het dienstjaar 2010 - Begroting voor het dienstjaar 2011 - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 1 abstention ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Attendu que la modification budgétaire 2010 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert est devenue sans objet, l'exercice 2010 étant clôturé

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert dressé par le Conseil de Fabrique.

Attendu que cette administration fabricienne ne parvient à présenter son budget en équilibre qu'en y inscrivant une intervention communale ordinaire de 14.081,20 € (qui devra être intégrée dans la prochaine modification budgétaire communale de 2011)

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 1 abstention

- 1° d'aviser défavorablement la modification budgétaire 2010 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert
- 2° d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique
- 3° d'accorder à cette administration fabricienne un subside communal ordinaire de 14.081,20 € (qui devra être intégré dans la prochaine modification budgétaire communale de 2011)
- 4° d'imputer cette dépense à l'article 790/435EQ01/12 de la prochaine modification budgétaire communale de 2011

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begrotingswijziging 2010 van de Kerkfabriek van Sint Albertus die zonder onderwerp is geworden, aangezien de oefening afgesloten wordt

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Sint Albertus vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek

Overwegende dat de administratie van deze kerkfabriek er enkel in slaagt om zijn begroting in evenwicht te brengen door een gewone gemeentelijke tussenkomst van 14.081,20 € in te schrijven, die bij de volgende gemeentelijke begrotingswijziging van 2011 geïntegreerd zal moeten worden

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 1 onthouding

- 1° een ongunstig advies te verlenen aan de begrotingswijziging 2010 van de Kerkfabriek van Sint Albertus
- 2° een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Sint Albertus zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek
- 3° aan deze kerkfabriek een gewone gemeentelijke tussenkomst van 14.081,20 € toe te kennen, die bij de volgende gemeentelijke begrotingswijziging zal moeten worden.
- 4° deze uitgave te boeken op artikel 790/435EQ01/12 van de volgende gemeentelijke begrotingswijziging 2011

SP 9.- Avenant aux conventions conclues dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2010 - Approbation -- Aangangsel aan de overeenkomsten afgesloten in kader van het Strategisch Plan voor Veiligheid en Preventie 2010 - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ; 4 ; 5 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26/07/2007 adoptant le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007/2010 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15/10/2008 adoptant l'avenant au Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007/2010 ;

Vu que des conventions ont été signées avec différents opérateurs responsables de l'exécution des objectifs de la convention ;

Considérant qu'une clause de ces conventions est incompatible avec la méthode de traitement appliquée par le pouvoir subsidiant en vertu de l'Arrêté royal du 07/05/2007 déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière d'un plan stratégique de sécurité et de prévention ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01/03/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver les avenants dans le chef des conventions conclues dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (Asbl Transit et Asbl Riso) afin que les montants justifiés puissent être pris en compte par le pouvoir subsidiant ;
2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer ces avenants.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26/07/2007 die de Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007/2010 goedkeurt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15/10/2008 die de aanhangsels aan de Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007/2010 goedkeurt;

Gelet op dat overeenkomsten met verschillende verantwoordelijke bedieners voor de uitvoering van de doelstellingen van de overeenkomst werden ondertekend;

Overwegende dat een clausule van deze overeenkomsten onverenigbaar is met de behandelingsmethode die door de subsidieermacht wordt toegepast (Koninklijk besluit van 07/05/07 tot bepaling van de toekennings-, toepassings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een strategisch veiligheids- en preventieplan;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 01/03/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. De aanhangsels aan de overeenkomsten die in verband met Strategisch Veiligheids- en Preventieplan zijn besloten goed te keuren (Transit Vzw en Riso Vzw), opdat het bedrag gerechtvaardigd door de macht die subsidieert kunnen in aanmerking genomen worden;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen ermee te belasten om de aanhangsels aan de overeenkomsten te ondertekenen.

SP 10.- ASBL Intercommunale "Académie des arts de la parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-ten-Noode/Schaerbeek - Comptes 2009 - Rétrocession du bénéfice cumulé - Prendre acte -=- Intercommunale vzw "Académie des arts de la parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-ten-Noode/Schaerbeek" -

**Rekeningen 2009 - Terugstorten van de cumulatiewinst -
Akteneming**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi
de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le
règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les
procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à
1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant
l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions
communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant
l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement
relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl Intercommunale « Académie des
arts de la parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-ten-
Noode/Schaerbeek » affichent un résultat positif de 38.393,28€ pour l'exercice
2009 et que le résultat cumulé atteint 350.004,45€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 80.085€ inscrit à
l'article 734/435IP01/80 du budget 2009, il a été versé la totalité en douze
tranches mensuelles ;

Considérant que de ce montant 73.783,96€ figure à l'article : 7401
« Subsidés Schaerbeek » des comptes 2009 de l'Asbl et que le solde est amorti
sur subside en capital ;

Vu la décision du 01 mars 2011 par laquelle le Collège prend acte (1) du
résultat positif de 38.393,28€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de
350.004,45€ de l'Asbl ; (2) de la décision de l'Assemblée Générale de l'Asbl du
12/02/2010 de rétrocéder le bénéfice cumulé de 350.004€ aux deux communes
proportionnellement à leur part contributive, soit un montant de 210.000€ pour
Schaerbeek ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1. Des comptes 2009 de l'Asbl Intercommunale « Académie des arts de la
parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-ten-
Noode/Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de
38.393,28€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 350.004,45€ ;
2. De la décision de l'Assemblée Générale de l'Asbl du 12/02/2010 de
rétrocéder le bénéfice cumulé de 350.004€ aux deux communes
proportionnellement à leur part contributive, soit un montant de 210.000€
pour Schaerbeek.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de
toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008
goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures
op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de
aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke
toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010
die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement
betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de Intercommunale VZW Asbl Intercommunale « Académie des arts de la parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-ten-Noode/Schaerbeek » een positief saldo van 38.393,28€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 350.004,45€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 80.085€, ingeschreven op het artikel 734/435IP01/80 van de begroting 2009, het geheel werd in twaalf maandelijks gedeelten betaald;

Overwegende dat van dit bedrag 73.783,96€ op het artikel: 7401 « Subsidies Schaerbeek », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt en dat het saldo op subsidie in kapitaal wordt afgeschreven;

Gelet op de beslissing van 01 maart 2011 waar het College akte neemt van (1) het positief saldo van 38.393,28€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 350.004,45€ van de VZW; (2) de beslissing van de Algemene Vergadering van VZW van 12/02/2010 om de gecumuleerde winst van 350.004€ aan beide gemeenten terugstorten verhoudingsgewijs aan hun aandeel, d.w.z. een bedrag van 210.000€ voor Schaerbeek;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

1. De rekeningen 2009 van de Intercommunale VZW Asbl Intercommunale « Académie des arts de la parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-ten-Noode/Schaerbeek », bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 38.393,28€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 350.004,45€ vertonen;
2. De beslissing van de Algemene Vergadering van VZW van 12/02/2010 om de gecumuleerde winst van 350.004€ aan beide gemeenten terugstorten (verhoudingsgewijs aan hun aandeel), d.w.z. een bedrag van 210.000€ voor Schaerbeek.

**SP 11.- ASBL "FC Kosova" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "FC Kosova" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ; 4 ; 5 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « FC Kosova » affichent un résultat positif de 4.970,93€ pour l'exercice 2009 et que le montant des avoirs atteint 1.365€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 3.000€ inscrit à l'article 761/332SS02/71AA du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 10/12/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Commune de Schaerbeek » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 08 mars 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 4.970,93€ pour l'exercice 2009 et du montant des avoirs de 1.365€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité
Des comptes 2009 de l'Asbl « FC Kosova », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 4.970,93€ pour l'exercice et un montant des avoirs de 1.365€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "FC Kosova" een positief saldo van 4.970,93€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 1.365€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 3.000€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71AA van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 10/12/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: « Commune de Schaerbeek », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 08 maart 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 4.970,93€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 1.365€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "FC Kosova", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 4.970,93€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 1.365€ vertonen.

SP 12.- ASBL "Le Bus Bavard" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Le Bus Bavard" - Rekeningen 2009 - Akteneming (voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Le Bus Bavard » affichent un résultat négatif de 2.992,49€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 46.159,98€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 3.500€ inscrit à l'article 561/332IN02/56 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 08/01/2010 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 22 février 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 2.992,49€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 46.159,98€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Le Bus Bavard », déposés au dossier, qui affichent une perte de 2.992,49€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 46.159,98€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Babelbus" een negatief saldo van 2.992,49€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 46.159,98€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 3.500€, ingeschreven op het artikel 561/332IN02/56 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 08/01/2010;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de rekeningen 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 22 februari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 2.992,49€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 46.159,98€ van DE VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Babelbus", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 2.992,49€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 46.159,98€ vertonen.

SP 13.- ASBL "Le Fanal des Animaux" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Le Fanal des Animaux" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Le Fanal des Animaux » affichent un résultat négatif de -24.631,81€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 101.111,32€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 9.000€ inscrit à l'article 879/332EC02/03 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 29/09/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 740000 « Intervention pouv. publics » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 22 février 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -24.631,81€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 101.111,32€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Le Fanal des Animaux », déposés au dossier, qui affichent une perte de -24.631,81€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 101.111,32€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Le Fanal des Animaux" een negatief saldo van -24.631,81€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 101.111,32€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 9.000€, ingeschreven op het artikel 879/332EC02/03 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 29/09/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 740000 « Intervention pouv. publics », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 22 februari 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -24.631,81€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 101.111,32€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Le Fanal des Animaux", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -24.631,81€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 101.111,32€ vertonen.

**SP 14.- ASBL "Trabzon Schaerbeek" - Comptes 2009 - Prendre acte --
Vzw "Trabzon Schaerbeek" - Rekeningen 2009 -
Akteneming**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Trabzon Schaerbeek » affichent un résultat négatif de -6.434,48€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint -23.315,54€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 1.000€ inscrit à l'article 764/332SS02/71 du budget 2008, il a été versé la totalité en date du 26/10/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 737000 « Subside Adm Communale Schaerbeek » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 01 mars 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -6.434,48€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de -23.315,54€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Trabzon Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent une perte de -6.434,48€ pour l'exercice et un résultat cumulé de -23.315,54€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Trabzon Schaerbeek" een negatief saldo van -6.434,48€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatieverlies van -23.315,54€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 1.000€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71 van de begroting 2008, het geheel betaald werd in datum van 26/10/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 737000 « Subside Adm Communale Schaerbeek », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 01 maart 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -6.434,48€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatieverlies van -23.315,54€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Trabzon Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -6.434,48€ voor het dienstjaar en een cumulatieverlies van -23.315,54€ vertonen.

**SP 15.- ASBL "Unis Vers Cité" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw
"Unis Vers Cité" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Unis Vers Cité » affichent un résultat positif de 3.029,99€ pour l'exercice 2009 et que le montant des avoirs atteint 28.567,29€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 2.000€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 26/01/2010 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Commune de Schaerbeek » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 08 mars 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 3.029,99€ pour l'exercice 2009 et du montant des avoirs de 28.567,29€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Unis Vers Cité », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 3.029,99€ pour l'exercice et un montant des avoirs de 28.567,29€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Unis Vers Cité" een positief saldo van 3.029,99€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 28.567,29€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 2.000€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 26/01/2010;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: « Commune de Schaerbeek », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 08 maart 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 3.029,99€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 28.567,29€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Unis Vers Cité", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 3.029,99€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 28.567,29€ vertonen.

Achats == Aankopen

SP 16.- Marché d'emprunts destiné au financement du service extraordinaire de l'exercice 2011 - - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Opdracht voor het afsluiten van leningen bestemd voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2011 - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 3,4) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de services ayant pour objet la conclusion d'emprunts destinés au financement des dépenses d'investissements prévues au budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant que le montant total indicatif du marché est de 22.006.913 €;

Vu le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2011/011 et l'avis de marché déposés au dossier ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. de passer un marché pour la conclusion d'emprunts pour un montant indicatif de 22.006.913 € destinés au financement des dépenses d'investissements prévues au budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;
2. de passer le marché par procédure négociée avec publicité ;
3. d'arrêter les conditions du marché énumérées dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2011/011 ;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au Journal officiel de l'Union Européenne et au Bulletin des Adjudications.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17 § 3,4 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat het nodig is over te gaan tot een opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen bestemd voor de financiering van investeringsuitgaven voorzien op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 ;

Overwegende dat het geraamd bedrag van de opdracht 22.006.913 € bedraagt ;

Gelet op het bestek SCHA/EQUIP/2011/011 en de aankondiging van opdracht gevoegd bij het dossier ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Een opdracht te gunnen voor het afsluiten van leningen voor een indicatief bedrag van 22.006.913 € bestemd voor de financiering van investeringsuitgaven voorzien op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 ;
2. De opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking ;
3. de voorwaarden van de opdracht opgesomd in het bestek SCHA/EQUIP/2011/011 vast te stellen;
4. de tekst van de aankondiging van de opdracht, te publiceren in het publicatieblad van de Europese Unie en in het bulletin der aanbestedingen, goed te keuren.

DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME

ONTWIKKELING

**SP 17.- Elaboration du Plan Communal de Développement et de l'Agenda Local 21 - Approbation du projet de cahier des charges et du Rapport d'Incidences Environnementales --
Uitwerking van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan en van de Lokale Agenda 21 - Goedkeuring van het ontwerp van lastenboek en van het Milieueffectenrapport
(voir annexes - zie bijlage)**

M. Bouhjar intervient

Mme la Bourgmestre ff répond

M. Grimberghs intervient

Mme Smeysters répond.

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu sa décision du 25 juin 2008 de procéder à l'élaboration d'un nouveau Plan Communal de Développement et d'un Agenda Local 21, applicables sur l'ensemble du territoire schaarbeekois ;

Vu le Code Bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) entré en vigueur le 5 juin 2004 et en particulier son article 33 relatif au rapport d'incidences environnementales ;

Vu les avis des instances régionales consultées ;

Vu le projet de cahier des charges de rapport d'incidence environnementales ;

Vu le rapport du Collège du 22 mars 2011;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité
d'approuver le cahier des charges de rapport d'incidence environnementales

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op zijn beslissing van 25 juni 2008 naar de tot opstelling van een nieuw ontwikkeling gemeentepan en een lokale agenda 21, die van toepassing op het geheel van het gebied van Schaarbeek is, over te gaan

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (het BWRO) van kracht sinds 5 juni 2004, meer bepaald het artikel 33 betreffende het milieu-effectenrapport.

Gelet op advies voor de advies van de gewestelijke instanties daarover.

Gelet op het ontwerp-bestek van milieu-effectenrapport

Gelet op het verslag van het College van 22 maart 2011 Juni 2008 ;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen het bestek van milieu-effectenrapport goed te keuren

Programme de Prévention Urbaine -- Programme voor Stadspreventie

**SP 18.- Gardiens de la Paix - Prolongation, pour une période de 6 mois, du Contingent complémentaire - Convention 2011 entre le Service Public Fédéral Intérieur et la commune - Approbation -- Gemeenschapswachten - Verlenging, voor een periode van 6 maanden, van het bijkomend contingent - Overeenkomst 2011 tussen de Federale Openbare Dienst Binnenlandse zaken en de gemeente - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté ministériel d'exécution du 23 décembre 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 mars 2011,

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire" (2010) entre la commune et l'Etat.
2. D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire 90 ETP" (2010) entre la commune et l'Etat.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 29 december 2011;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 maart 2011,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. De overeenkomst "Gemeenschapswachten – bijkomend contingent" (2010) tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.

2. De overeenkomst “Gemeenschapwachten – bijkomend contingent 90 FTE” (2010) tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.

Mobilité ==- Mobiliteit

SP 19.- Plan de stationnement - Règlement de police complémentaire - Modifications (extension de zones de stationnement règlementé) - Approbation ==- Parkeerplan - Bijkomend politiereglement - Wijzigingen (uitbreiding van de gereguleerde parkeerzones) - Goedkeuring

Mme Nyssens intervient

Mme la Bourgmestre ff répond.

MM. Van Gorp, Dönmez, Mme Vraimont et M. Grimberghs interviennent.

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix et 14 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen en 14 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les lois relatives à la police de la circulation routière coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la sécurité routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu son ordonnance du 03/07/80, portant règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière en voirie communale les 7/10/81- 10/02/83- 26/04/84- 09/05/85- 05/06/86- 13/03/87- 20/04/89- 26/04/90- 27/06/94 – 29/03/95 – 21/01/97 – 18/02/98 – 18/03/98 -13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Considérant que les mesures suivantes concernant la voirie communale doivent être adoptées pour tenir compte de l'évolution des circonstances locales :

ARRETE : par appel nominal, par 25 voix et 14 abstentions

CHAPITRE V : ARRET ET STATIONNEMENT (signaux routiers)

Art 24 zone bleue – stationnement limité dans le temps

La mesure sera matérialisée par les panneaux « ZE9a GT » en début de zone et la fin de zone par des signaux « ZE9a GT' ». Ces panneaux comportent la mention « Excepté riverains Uitgezonderd inwoner ».

AJOUTER :

- Boulevard Lambermont (entre la rue Willem Kuhnen et l'avenue Gustave Latinis: le long des maisons uniquement)
- Avenue des Glycines
- Rue des Mimosas
- Avenue des Capucines
- Avenue des Héliotropes
- Avenue des Jacinthes
- Rue des Pensées
- Avenue Gustave Latinis
- Rue Armand de Roo
- Rue Caporal Claes
- Rue P. Theunis
- Allée des Frésias
- Rue Godefroid Guffens
- Rue Arthur Roland
- Avenue Gilisquet
- Rue Julius Hoste

- Rue Alexandre de Craen
- Rue Théo Coopman
- Rue Charles Vanderstappen
- Avenue Raymond Foucart
- Rue Désiré Desmet
- Rue Hubert Krains
- Rue Herman Richir
- Rue Vanderhoeft
- Place Bichon
- Clos du chemin Creux
- Rue du Tilleul

Art 35 :

La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Art 36 :

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité et des transports.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de politiewetgeving betreffende het wegverkeer gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 aangaande het algemeen politiereglement van het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimale afmeting en de bijzondere plaatsvoorwaarden van de verkeersborden worden bepaald;

Gelet op het ministeriële rondschrĳven van 14/11/77 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeersborden;

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van 03/07/80, betreffende het aanvullend gemeentereglement aangaande het wegverkeer op de gemeentewegen gewĳzigd op 07/10/81 – 10/02/83 – 26/04/84 -09/05/85 – 05/06/86 – 18/03/87 – 20/04/89 – 26/04/90 – 27/06/94 – 27/03/95 – 21/01/97 -18/02/98 – 18/03/97 – 13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Overwegend dat de volgende maatregelen met betrekking op het gemeentewegennet aangenomen moeten worden rekening houdend met de evolutie van de lokale omstandigheden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen en 14 onthoudingen

HOOFSTUK V: STILSTAAN EN PARKEREN (verkeersborden)

Art 24 : Blauwe zone –parkeren met beperkte tijd

De maatregel zal door de panelen „ZE9a GT“ in het begin en aan het eind van de zone door signalen „ZE9a GT“ belichaamd worden. Deze panelen bevatten de vermelding uitgezonderd « excepté Riverains - Uitgezonderd inwoner ».

BIJVOEGEN:

- Lambermontlaan (tussen de Willem Kuhnenstraat et Gustave Latinislaan : enkel langs de huizen)
- Blauwewegenlaan
- Mimosasstraat
- Kapucĳnenlaan
- Heliotropenlaan
- Hyacinthenlaan
- Penseebloemenstraat
- Gustave Latinislaan
- Armand de Roostraat
- Korporaal Claesstraat
- P. Theunisstraat
- Fresia Dreef
- Godefroid Guffensstraat
- Arthur Rolandstraat
- Gilisquetlaan

- Julius Hostestraat
- Alexandre de Craenstraat
- Théo Coopmanstraat
- Charles Vanderstappenstraat
- Raymond Foucartlaan
- Désiré Desmetstraat
- Hubert Krainsstraat
- Herman Richirstraat
- Vanderhoeftstraat
- Bichonplein
- Hollewegaarde
- Lindestraat

Art 35:

De signalisatie zoals hierboven voorzien zal geplaatst worden conform aan de schikkingen van het KB en het MB

Art 36:

Dit reglement zal voorgelegd worden ter goedkeuring van de Minister van Mobiliteit en vervoer.

SP 20.- Plan de stationnement - Règlement de police complémentaire - Modifications (test : extension horaire du contrôle 9h-22h) - Approbation ==- Parkeerplan - Bijkomend politiereglement - Wijzigingen (test : uitbreiding van het uurrooster voor controle 9 uur-22 uur) - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix et 14 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen en 14 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les lois relatives à la police de la circulation routière coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la sécurité routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu son ordonnance du 03/07/80, portant règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière en voirie communale les 7/10/81- 10/02/83- 26/04/84- 09/05/85- 05/06/86- 13/03/87- 20/04/89- 26/04/90- 27/06/94 – 29/03/95 – 21/01/97 – 18/02/98 – 18/03/98 -13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Considérant que les mesures suivantes concernant la voirie communale doivent être adoptées pour tenir compte de l'évolution des circonstances locales :

ARRETE : par appel nominal, par 25 voix et 14 abstentions

CHAPITRE V : ARRET ET STATIONNEMENT (signaux routiers)

Art 24 zone bleue – stationnement limité dans le temps

La mesure sera matérialisée par les panneaux « ZE9a GT » en début de zone et la fin de zone par des signaux « ZE9a GT' ». Ces panneaux comportent la mention « excepté Riverains Uitgezonderd inwoner », et la mention 9-22h.

- Rue des Pâquerettes
- Rue Josse Impens
- Rue Fontaine d'Amour
- Rue Godefroid Devresse
- Avenue Général Eisenhower
- Rue Frans Binje
- Avenur Stobbaerts

- Rue Vandebussche
- Rue Paul Devigne
- Rue Henri Jacquet
- Avenue Chazal (entre Patrie et le Square Delaunay)
- Rue des Chardons
- Rue des Pavots
- Avenue Ernest Cambier
- Rue de la Luzerne
- Rue Emile Witman
- Rue Joseph Coosemans
- Rue Jacques Janssen
- Rue Auguste Lambiotte
- Grande rue au Bois
- Rue Alexandre Markelbach
- Rue François Bossaerts
- Rue Léon Mignon
- Avenue Clays
- Rue Albert De Latour
- Rue Monroe
- Rue Eugène Smits
- Rue Van Hammé
- Rue Thomas Vinçotte
- Rue de la Consolation (entre Deschanel et Gustave Fuss)

Art 25 : Zone payante (excepté riverains)

La mesure sera matérialisée par des signaux « ZE9bt » en début de zone et par des signaux « ZE9bf » en fin de zone. Ces panneaux comportent une mention « Excepté riverains uitgezonderd inwoners », et la mention 9-22h00.

- Avenue Dailly
- Avenue Rogier (entre Dailly et Meiser)
- Avenue Chazal (entre Patrie et Grande rue au Bois)
- Rue de la Cible
- Rue Verbist
- Rue Gustave Fuss
- Rue A. Van Hasselt

Art 35 :

La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Art 36 :

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité et des transports.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de politiewetgeving betreffende het wegverkeer gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 aangaande het algemeen politiereglement van het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimale afmeting en de bijzondere plaatsvoorwaarden van de verkeersborden worden bepaald;

Gelet op het ministeriële rondschriften van 14/11/77 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeersborden;

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van 03/07/80, betreffende het aanvullend gemeentereglement aangaande het wegverkeer op de gemeentewegen gewijzigd op 07/10/81 – 10/02/83 – 26/04/84 -09/05/85 – 05/06/86 – 18/03/87 – 20/04/89 – 26/04/90 – 27/06/94 – 27/03/95 – 21/01/97 -18/02/98 – 18/03/97 – 13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Overwegend dat de volgende maatregelen met betrekking op het gemeentewegennet aangenomen moeten worden rekening houdend met de evolutie van de lokale omstandigheden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen en 14 onthoudingen

HOOFSTUK V: STILSTAAN EN PARKEREN (verkeersborden)

Art 24 : Blauwe zone –parkeren met beperkte tijd

De maatregel zal door de panelen „ZE9a GT“ in het begin en aan het eind van de zone door signalen „ZE9a GT“ belichaamd worden. Deze panelen bevatten de vermelding « excepté Riverains - Uitzonderd inwoner », en de vermelding “9-22u”.

- Madeliefjesstraat
- Josse Impensstraat
- Minnebronstraat
- Godefroid Devressestraat
- General Eisenhowerlaan
- Frans Binjestaat
- Stobbaertsiaan
- Vandebusschestraat
- Paul Devignestraat
- Henri Jacquetstraat
- Chazallaan (tussen Vaderlandsplein en de Delaunay square)
- Distelsstraat
- Papeverstraat
- Ernest Cambierlaan
- Luzernelaan
- Emile Witmanstraat
- Joseph Coosemansstraat
- Jacques Janssenstraat
- Auguste Lambiottestraat
- Grote Bosstraat
- Alexandre Markelbachstraat
- François Bossaertsstraat
- Léon Mignonstraat
- Claysiaan
- Albert De Latourstraat
- Monrosestraat
- Eugène Smitsstraat
- Van Hamméstraat
- Thomas Vinçottestraat
- Trooststraat (tussen Deschanel en Gustave Fuss)

Art 25: BETALENDE ZONE (inwoners uitzonderd)

De maatregel zal verwezenlijkt door het plaatsen bij het betreden van de zone door een bord “ZE9bt” en op het einde van de zone door de vermelding “ZE9bf” Deze borden hebben de vermelding “Excepté riverains- Uitzonderd inwoners” en de vermelding “9-22u”.

- Daillylaan
- Rogierlaan (tussen Dailly en Meiserplaats)
- Chazallaan (tussen Vaderlandsplein et Grote Bosstraat)
- Schietschijfstraat
- Verbiststraat
- Gustave Fussstraat
- A. Van Hasseltstraat

Art 35:

De signalisatie zoals hierboven voorzien zal geplaatst worden conform aan de schikkingen van het KB en het MB

Art 36:

Dit reglement zal voorgelegd worden ter goedkeuring van de Minister van Mobiliteit en vervoer.

SP 21.- Plan de stationnement - Règlement de police complémentaire - Modifications (20 minutes gratuites en zones rouges) - Approbation == Parkeerplan - Bijkomend politiereglement - Wijzigingen (20 minuten gratis in rode zones) - Goedkeuring

Ce point est retiré de l'ordre du jour == Dit punt wordt aan de agenda onttrokken

SERVICES GENERAUX == ALGEMENE DIENSTEN

Affaires Juridiques == Juridische zaken

SP 22.- Demande d'autorisation d'ester en justice dans l'aff. c/S.A. BELGACOM Mobile - S.A. MOBISTAR - S.A. KPN ORANGE - Contentieux relatif à la taxe communale sur les antennes relais de mobilophonie == Verzoek om in rechte op te treden in het geding t/S.A. BELGACOM Mobile - S.A. MOBISTAR - S.A. KPN ORANGE - Geschil betreffende de gemeentelijke belasting op relaisantennes voor mobilofonie

M. Vanhalewyn intervient

M. De Herde répond.

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 123-8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage ;

Considérant que, par un arrêt rendu le 26 janvier 2011, dans l'affaire « en cause de : Commune de Fexhe-le-Haut-Clocher (appelante) contre Belgacom S.A. (intimée) », la Cour d'appel de Liège a posé à la Cour constitutionnelle la question préjudicielle suivante : « les articles 97 et 98 de la loi du 21 mars 1991 (portant réforme de certaines entreprises publiques économiques) interprétés en ce qu'ils empêcheraient les communes de lever toute taxe liée aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes et notamment toute taxe liée aux antennes GSM et aux infrastructures nécessaires à leur fonctionnement, à charge des opérateurs de réseaux publics de télécommunications, sont-ils contraires à l'article 170 § 4 de la Constitution ? » ; qu'un avis relatif à cette question préjudicielle a paru au Moniteur belge du 10 mars 2011 ;

Considérant que ce renvoi préjudiciel apparaît être d'une très grande importance pour le contentieux de la taxe communale sur les antennes relais de mobilophonie qui oppose les différents opérateurs de mobilophonie et notamment la Commune de Schaerbeek ; que les opérateurs font, en effet, systématiquement, valoir, à l'appui de leurs recours à l'encontre desdites taxes communales, qui sont enrôlées à leur charge, qu'ils en sont exonérés en vertu de l'article 98 § 2 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ; que la Commune de Schaerbeek oppose, principalement, que les dispositions figurant aux articles 97 et suivants de la loi du 21 mars 1991 ont uniquement pour objet d'instaurer un régime spécial relatif à l'utilisation du domaine public et des propriétés pour l'établissement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes (article 97) et que l'article 98 § 2 de la loi du 21 mars 1991, qui interdit à l'autorité de « imposer à l'opérateur du réseau public de télécommunication concerné aucun impôt, taxe, péage, rétribution ou indemnité, de quelque nature que ce soit » ... « pour ce droit d'utilisation », ne prévoit pas une exonération fiscale générale, qui s'appliquerait notamment aux taxes communales sur les antennes relais de mobilophonie, mais une exonération fiscale spécifique valant seulement pour l'utilisation du

domaine public et des propriétés pour l'établissement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, dont il est question à l'article 97 de la loi ; que la Commune demande aussi que soit posée à la Cour constitutionnelle une question préjudicielle sur la conformité des dispositions précitées de la loi du 21 mars 1991 avec les articles 10, 11 et 172 de la Constitution ;

Considérant qu'à l'occasion de la question préjudicielle susmentionnée, la Commune de Schaerbeek a, par un courrier en date du 21 février 2011, sollicité auprès de Monsieur Charles PIQUE, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, le dépôt d'un mémoire au nom du Gouvernement régional bruxellois (comme la possibilité lui en est explicitement donnée par l'article 85 § 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage), compte tenu de l'impact considérable de la réponse que la Cour constitutionnelle est appelée à donner à la question préjudicielle posée, sur les finances des communes bruxelloises ;

Considérant que l'article 87, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage prévoit aussi bien que lorsque la Cour statue, à titre préjudiciel, sur les questions visées à l'article 26 de la loi, toute personne justifiant d'un intérêt dans la cause soumise à la juridiction qui ordonne le renvoi peut adresser un mémoire à la Cour (...) et est, de ce fait, réputée partie au litige ;

Considérant qu'il ressort de la jurisprudence (actuelle) de la Cour constitutionnelle que celui qui a un intérêt dans une procédure analogue peut intervenir, dans certains cas ou à certaines conditions ; que, pour la Cour, « il convient (...) d'admettre que justifie d'un intérêt à intervenir devant la Cour les personnes qui font la preuve suffisante de l'effet direct que peut avoir sur leur situation personnelle la réponse que va donner la Cour à une question préjudicielle » (voir l'arrêt n°89/2008 du 11 juin 2008) ;

Considérant qu'en l'occurrence, il est évident que la Commune de Schaerbeek a un intérêt direct à la réponse que la Cour constitutionnelle est appelée à donner à la question préjudicielle posée par la Cour d'appel de Liège ; qu'il paraît que la Commune de Koekelberg a déjà décidé d'intervenir dans la procédure sur la présente question préjudicielle ;

Considérant que l'autorisation du Conseil communal est requise pour une intervention au nom de la Commune de Schaerbeek (en vertu de l'article 270 de la Nouvelle loi communale) ;

DÉCIDE : par appel nominal, à l'unanimité

D'autoriser le Collège des Bourgmestres et Echevins à intervenir dans la procédure sur la question préjudicielle posée à la Cour constitutionnelle par l'arrêt de la Cour d'appel de Liège du 26 janvier 2011, dans l'affaire « en cause de : Commune de Fexhe-le-Haut-Clocher (appelante) contre Belgacom S.A. (intimée) », et déposer un mémoire au nom de la Commune de Schaerbeek.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 123-8° en 270 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof;

Overwegende dat het Hof van Beroep te Luik bij arrest uitgesproken op 26 januari 2011 in zake "de Gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher tegen de N.V. Belgacom" de volgende prejudiciële vraag gesteld heeft aan het Grondwettelijk Hof: "zijn de artikelen 97 en 98 van de wet van 21 maart 1991 (betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven), in die zin geïnterpreteerd dat zij de gemeenten zouden beletten elke taks in verband met de kabels, bovengronds lijnen en bijbehorende uitrustingen en in het bijzonder elke taks in verband met de gsm-antennes en de voor hun werking benodigde infrastructuur te heffen ten laste van de operatoren van openbare telecommunicatienetten, in strijd met artikel 170, § 4, van de Grondwet?"; dat een bericht m.b.t. deze prejudiciële vraag is verschenen in het Belgisch Staatsblad van 10 maart 2010;

Overwegende dat deze prejudiciële vraag van heel groot belang is naar aanleiding van de geschillen m.b.t. de gemeentebelastingen op de relaisantennes van mobilofonie die de verschillende operatoren en namelijk de Gemeente Schaerbeek tegen elkaar opzetten; dat de operatoren inderdaad systematisch laten gelden ter ondersteuning van hun beroepen tegen de

genaamde gemeentebelastingen opgeheven te uwen laste dat zij ervan vrijgesteld zijn krachtens artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven; dat de Gemeente in hoofdzaak tegenwerpt dat de bepalingen van de artikelen 97 en volgende van de wet van 21 maart 1991 enkel als voorwerp hebben een speciaal regime in te voeren m.b.t. het gebruik van het openbaar domein en de eigendommen om kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrustingen aan te leggen (artikel 97) en dat het artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 dat de overheid verbiedt “geen belasting, taks, cijns, retributie of vergoeding, van welke aard ook, op(te)leggen” ... “voor dat gebruiksrecht” geen algemene fiscale vrijstelling voorziet die namelijk de gemeentebelastingen op de relaisantennes van mobilofonie zou betreffen, maar een specifieke fiscale vrijstelling die alleen geldt voor het gebruik van het openbaar domein en de eigendommen om kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrustingen aan te leggen, waarvan sprake is in artikel 97 van de wet; dat de Gemeente ook eist dat een prejudiciële vraag wordt gesteld aan het Grondwettelijk Hof over de gelijkvormigheid van de voornoemde beschikkingen van de wet van 21 maart 1991 met de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet;

Overwegende dat de Gemeente Schaarbeek ter gelegenheid van de hierboven vermelde prejudiciële vraag de heer Charles PICQUE, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verzoekt heeft bij schrijven van 21 februari 2011 om een memorie neer te leggen in name van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (zoals het hem de mogelijkheid expliciet is gegeven door artikel 85 § 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof), rekening houdend met het aanzienlijke effect van het antwoord dat het Grondwettelijk Hof zal geven op de gestelde prejudiciële vraag, op de Brusselse gemeentelijke financiën;

Overwegende dat het artikel 87, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof voorziet dat wanneer het Arbitragehof bij wijze van prejudiciële beslissing uitspraak doet op vragen als bedoeld in artikel 26 van de wet ieder een memorie aan het Hof kan richten die van een belang doet blijken (...) en daardoor geacht wordt partij in het geding te zijn;

Overwegende dat uit de (huidige) rechtspraak van het Grondwettelijk Hof voortvloeit dat ieder die een belang heeft in een analoge of gelijksoortige procedure mag tussenkomen, in sommige gevallen of onder sommige voorwaarden; dat voor het Hof “er dient (...) te worden aangenomen dat de personen die het afdoende bewijs leveren van het rechtstreekse gevolg dat het antwoord dat het Hof op een prejudiciële vraag zal geven, op hun persoonlijke situatie kan hebben, doen blijken van een belang om voor het Hof tussen te komen” (zie arrest nr 89/2008 van 11 juni 2008);

Overwegende dat het in huidig geval duidelijk is dat de Gemeente Schaarbeek een rechtstreeks belang heeft op het antwoord dat het Grondwettelijk Hof zal geven op de prejudiciële vraag gesteld door het Hof van Beroep te Luik; dat de Gemeente Koekelberg naar het schijnt al beslist heeft tussen te komen in de procedure op de huidige prejudiciële vraag;

Overwegende dat de machtiging van de Gemeenteraad met het oog op een tussenkomst in name van de Gemeente Schaarbeek vereist is (krachtens artikel 270 van de Nieuwe gemeentewet);

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Het College van de Burgemeester en Schepenen wordt gemachtigd om tussen te komen in de procedure op de prejudiciële vraag gesteld aan het Grondwettelijk Hof door het Hof van Beroep te Luik bij arrest van 26 januari 2011 in zake “de Gemeente Fexhe-le-Haut-Clocher tegen de N.V. Belgacom” en een memorie neer te leggen in name van de Gemeente Schaarbeek.

RESSOURCES HUMAINES == HUMAN RESOURCES

SP 23.- Cadre du personnel - Département infrastructure - Division administrative - Modification == Personeelskader - Departement Infrastructuur - Administratieve afdeling - Wijziging

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel;

Considérant l'augmentation importante, estimée à environ 50% des dossiers d'investissements ;

Considérant les conséquences de cette augmentation, notamment les difficultés à respecter les délais, le manque de temps pour effectuer les contrôles administratifs nécessaires et les traductions ;

Considérant le niveau de précision croissant exigé par la tutelle régionale dans le traitement des dossiers de marchés publics ;

Considérant que la complexification des tâches et le volume croissant de travail exigent de faire évoluer les profils de fonction et de pouvoir développer une professionnalisation de plus en plus poussée, une plus grande rapidité d'exécution et une autonomisation accrue de chaque agent du service ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel les modifications qui s'imposent ;

Sur propositions du Collège du 26 octobre 2010 et du 22 mars 2011 ;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 29 novembre 2010 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 14 janvier 2011 ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De modifier comme suit le cadre du personnel :

Département Infrastructure – Division administrative

Bureau Affaires générales :

- transformation d'1 emploi de secrétaire administratif en 1 emploi de secrétaire d'administration
- création d'1 emploi de secrétaire administratif

Bureau Voirie - Espaces verts – Propreté publique

- création de 2 emplois de secrétaire d'administration

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op haar raadsbesluit van 13 mei 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie;

Overwegende de belangrijke stijging, geschat op ongeveer 50 % van de dossiers wat betreft investeringen;

Overwegende de gevolgen van deze stijging, meer bepaald de moeilijkheden om de termijnen te respecteren, het tijdsgebrek om de noodzakelijke administratieve controles en de vertalingen uit te voeren;

Overwegende het toegenomen niveau van nauwkeurigheid dat vereist wordt door de regionale toezichhoudende overheid in de behandeling van dossiers van openbare opdrachten;

Overwegende dat de complexiteit van de taken en het toenemende werkvolume vereisen dat de functieprofielen evolueren en om een meer doorgedreven professionalisering te kunnen ontwikkelen, wordt meer snelheid in

de uitvoering van de taken en een grotere autonomie van elke medewerker van de dienst verwacht;

Overwegende dat het past aan de personeelsformatie de nodige wijzigingen aan te brengen;

Op voorstel van het College van 26 oktober 2010 en van 22 maart 2011;

Gelet op het advies van het begeleidingscomité van het saneringsplan van 29 november 2010;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het bijzonder onderhandelingscomité op datum van 14 januari 2011;

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen de personeelsformatie als volgt te wijzigen:

Departement Infrastructuur – Administratieve afdeling

Bureau Algemene Zaken:

- wijziging van 1 betrekking van administratief secretaris in 1 betrekking van bestuurssecretaris
- oprichting van 1 betrekking van administratief secretaris

Bureau Wegen – Groene Ruimtes – Openbare Netheid

- oprichting van 2 betrekkingen van bestuurssecretaris

INFRASTRUCTURES == INFRASTRUCTUUR

Bâtiments == Gebouwen

SP 24.- Ecole 3 sise rue Rogier 188 - Remplacement de deux chaudières au gaz - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == School 3 gelegen Rogierstraat 188 - Vervanging van twee gaskachels - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la nécessité de remplacer deux chaudières au gaz vétustes (1991) au sein de l'école primaire n°3 ;

Considérant qu'il convient de confier ces travaux à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 30.000 €;

Considérant que cet investissement peut faire l'objet d'une prime IBGE d'un montant approximatif de 2.000 € pour chauffage performant ;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 février 2011 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe de travaux visant au remplacement de deux chaudières au gaz vétustes au sein de l'école 3, rue Rogier 188 à 1030 Schaerbeek ;

2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de quatre firmes aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/003 ;
3. d'imputer la dépense estimée à raison de 30.000 € au crédit de l'article 722/724-IN-60/-51 ;
4. de financer la dépense majoritairement par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 février 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - inzonderheid artikel 17 § 2, 1^oa - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de noodzaak om twee verouderde gasstookketels (1991) in lagere school nr. 3 te vervangen;

Overwegende dat het past deze werken toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;

Overwegende dat de kostprijs van deze operatie op 30.000 EUR wordt geraamd.

Overwegende dat deze investering het voorwerp kan uitmaken van een premie vanwege het BIM voor een bedrag van om en bij de 2.000 € voor een performante verwarming;

Gelet op het Collegebesluit van 22 februari 2011, houdende :

1. principiële goedkeuring van de werken met het oog op de vervanging van twee verouderde gasstookketels in school 3, Rogierstraat te 1030 Schaarbeek;
2. goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van vier firma's, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/003;
3. aanrekening van de uitgave geraamd op 30.000 € op het krediet van artikel 722/724-IN-60/-51;
4. financiering van het grootste deel van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Vornoemd Collegebesluit van 22 februari 2011,

SP 25.- Divers bâtiments communaux - Inventaire de l'amiante - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Diverse gemeentegebouwen - Inventaris van het asbest - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 avril 2008 relatif aux conditions applicables aux chantiers d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante ;

Considérant la nécessité de faire procéder à l'inventaire d'amiante dans vingt-sept écoles et bâtiments communaux ;

Considérant qu'il convient de faire exécuter ce marché de services par un laboratoire agréé ;

Considérant le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/004 régissant les conditions du marché ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 30.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} mars 2011 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe de faire entreprendre par un laboratoire agréé une étude visant à établir l'inventaire d'amiante dans divers écoles et bâtiments communaux ;
2. d'arrêter le mode de passation du marché de services: procédure négociée sans publicité, après consultation de cinq laboratoires agréés ;
3. de fixer les conditions du marché selon le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/004 ;
4. d'imputer la dépense de 30.000 € à l'article 137/733 IN-60/-51 du budget extraordinaire 2011 ;
5. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} mars 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - inzonderheid artikel 17 § 2, 1^a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 2006 betreffende de bescherming van de werknemers tegen risico's verbonden aan de blootstelling aan asbest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 april 2008 betreffende de voorwaarden die van toepassing zijn op de werven voor de verwijdering en de inkapseling van asbest;

Overwegende de noodzaak om een asbestinventaris op te maken in zevenentwintig scholen en gemeentegebouwen ;

Overwegende dat het zou passen deze opdracht van diensten te laten uitvoeren door een erkend laboratorium

Overwegende het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/004 dat de voorwaarden van de opdracht regelt;

Overwegende dat de kostprijs van deze operatie op 30.000 EUR wordt geraamd.

Gelet op het Collegebesluit van 1 maart 2011, houdende :

1. goedkeuring van het principe om door een erkend laboratorium een studie te laten uitvoeren met het oog op het opstellen van een asbestinventaris van verschillende scholen en gemeentegebouwen;
2. vaststelling van de gunningswijze van deze opdracht van diensten: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van vijf erkende laboratoria;
3. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/004;
4. aanrekening van de uitgave van 30.000 € op artikel 137/733 IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2011;
5. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd Collegebesluit van 1 maart 2011

SP 26.- Ecole 11-13 sise avenue de Roodebeek 103 - Etudes de stabilité de la dalle de la cour de récréation - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- School 11-13 gelegen Roodebeeklaan 103 - Studie over de stabiliteit van de vloersteen van de speelplaats - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la nécessité de procéder à une étude de stabilité de la dalle de la cour de récréation de l'école 11-13 située avenue de Roodebeek n°103 ;

Considérant qu'un marché de services doit être confié à un bureau privé ;

Considérant les conditions du marché énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/008 ;

Considérant que, pour ce marché, l'estimation du coût s'élève à 30.000,00 €, 21% de TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2011 à l'article 731/733-IN-60/51;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} mars 2011 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe de confier au privé l'étude de stabilité de la dalle de la cour de récréation de l'école 11-13;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de neuf bureaux;
3. d'imputer la dépense de 30.000 € à l'article 731/733-IN-60/51;
4. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} mars 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - inzonderheid artikel 17 § 2, 1^o a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de noodzaak om over te gaan tot een stabiliteitsstudie van de vloerplaat van de speelplaats van school 11-13, gelegen Roodebeeklaan nr. 103;

Overwegende dat een opdracht van diensten aan een privé-bureau dient te worden toevertrouwd;

Overwegende de voorwaarden van de opdracht opgesomd in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/008;

Overwegende dat, voor deze opdracht, de kostenraming 30.000 € bedraagt, 21 % BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven is op de buitengewone begroting over 2011, op artikel 731/733-IN-60/51;

Gelet op het Collegebesluit van 1 maart 2011, houdende :

1. goedkeuring van het principe om aan een privé-bureau de stabiliteitsstudie toe te vertrouwen van de vloerplaat van de speelplaats van school 11-13;
2. goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van negen bureaus;
3. aanrekening van de uitgave van 30.000 € op artikel 731/733 IN-60/-51;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

voornoemd Collegebesluit van 1 maart 2011

SP 27.- Site Roodebeek - Section secondaire (Athénée Fernand Blum), section primaire (Ecole 13) et crèches (Les Etoiles Filantes) - Sécurisation des bâtiments - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == Roodebeek - Afdeling secundair (Atheneum Fernand Blum), afdeling lagere (School 13) en kinderdagverblijf (Les Etoiles Filantes) - Beveiliging van de gebouwen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant l'absence de système de sécurité aux différents accès du site Roodebeek comprenant l'école 13, l'Athénée Fernand Blum et la crèche 'Les Etoiles Filantes'

Considérant la nécessité de protéger le bâtiment contre les intrusions et d'assurer la surveillance du site ;

Considérant la nécessité de placer un système de vidéo-parlophonie, un système de vidéosurveillance et un système d'ouverture sécurisée aux différents accès ;

Considérant qu'il convient de confier ce marché à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 25.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars 2011 par lequel il décide :

1. d'approuver le principe de travaux visant à la sécurisation du site Roodebeek ;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : marché à lots passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de six firmes aux conditions du CSC Scha/Infra/2011/015 ;
3. d'imputer la dépense estimée à raison de 25.000 € comme suit : 7.500 € à l'art. 731/724-IN-60/51 - 7.500 € à l'art. 722/724-IN-60/51 - 10.000 € à l'art. 844/724-IN-60/51
4. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1^a a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende het ontbreken van een beveiligingssysteem aan de verschillende ingangen van de site Roodebeek, omvattende school 13, het Atheneum Fernand Blum en de crèche 'Les Etoiles Filantes';

Overwegende de noodzaak om het gebouw te beschermen tegen inbraken en om de bewaking van de site te verzekeren;

Overwegende de noodzaak om een videoparlofonie-, een videobewakings- en een beveiligd toegangssysteem te plaatsen aan de verschillende ingangen;

Overwegende dat het past om deze opdracht toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;

Overwegende dat de kost van deze operatie geraamd wordt op € 25.000;

Gelet op het Collegebesluit van 15 maart 2011 houdende:

1. principiële goedkeuring van de werken met het oog op de beveiliging van de site Roodebeek;
2. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht : opdracht in percelen, bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van 6 firma's aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/015;
3. aanrekening van de geraamde uitgave ten belope van 25.000 EUR als volgt : 7.500 EUR op art. 731/724-IN-60/51 – 7.500 EUR op art. 722/724-IN-60/51 – 10.000 EUR op art. 844/724-IN-60/51
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 maart 2011.

**SP 28.- Complexe Terdelt - Remise en état du système de chauffage au gaz des halls de tennis nr. 1-2-3 - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information --
Complex Terdelt - Herstellen van het gasverwarmingssysteem van de tennishal nr. 1-2-3 - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden -
Ter informatie**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^{re} - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 28 septembre 2010, dont prise d'acte par le conseil le 27 octobre 2010, fixant le mode de passation et les conditions du marché concernant la remise en état du système de chauffage au gaz des halls de tennis du complexe Terdelt;

Considérant que les travaux sont en cours ;

Considérant que le système actuel est décentralisé et que dans chaque hall de tennis la température est réglée par l'utilisateur de ce hall ;

Considérant que la centralisation du système de régulation serait plus écologique et plus économique, et permettrait de désigner un seul responsable pour le réglage de la température ;

Considérant qu'il convient par conséquent de faire exécuter des travaux supplémentaires par la firme qui a été désignée pour les travaux initiaux comme fixés dans le CSC scha/infra/2010/057 ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2011 par laquelle il décide :

1. d'approuver les travaux supplémentaires pour un montant de 4.864,20 EUR (TVAC);
2. d'imputer cette dépense supplémentaire à l'article 764/124SS-06-2011-71 du budget extraordinaire 2011 ;
3. de financer cette dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 28 september 2010, waarvan akte werd genomen door de gemeenteraad op 27 oktober 2010 en waarbij de gunningswijze en de voorwaarden van de werken werden vastgesteld betreffende de herstelling van het gasverwarmingssysteem van de tennishallen in het complex Terdelt;

Overwegende dat de werken aan de gang zijn;

Overwegende dat het huidige systeem gedecentraliseerd is en dat in elke tennishal de temperatuur door de gebruiker van de hal wordt geregeld;

Overwegende dat de centralisatie van het reguleringsstelsel economischer en ecologischer zou zijn en zou toelaten één enkele verantwoordelijke aan te stellen om de temperatuur te regelen;

Overwegende dat het bijgevolg past om meerwerken te laten uitvoeren door de aannemer die aangesteld werd voor de initiële werken zoals vastgesteld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/057

Gelet op het Collegebesluit van 22 maart 2011, houdende:

1. goedkeuring van de meerwerken voor een bedrag van 4.864,20 EUR (BTW inclusief);
2. aanrekening van deze meeruitgave op artikel 764/124SS-06-2011-71 van de buitengewone begroting over 2011;
3. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2011.

SP 29.- Mission de coordinateur de sécurité et de santé pour les chantiers temporaires - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Opdracht van de veiligheid- en gezondheidscoördinator voor de tijdelijke werven - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires et mobiles et l'arrêté royal du 19 janvier 2005 qui le modifie ;

Considérant qu'en vertu de la législation en vigueur sur les chantiers temporaires, un coordinateur de sécurité et de santé doit être associé à l'étude des projets et à l'exécution ultérieure de la plupart des travaux qui figurent au budget 2011 :

Vu le procès-verbal du 22 mars 2011 par lequel le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé:

1. de passer un marché par procédure négociée sans publicité en vue de la désignation d'un coordinateur- projet et – réalisation pour ces futurs chantiers ;
2. de fixer les conditions du marché, telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges dont références Scha/Infra/2011/013 ;
3. D'imputer la dépense, estimée à 80.000 €, sur le crédit inscrit aux articles 137/733-IN-60/51 et 421/733-IN-60/51 du budget extraordinaire de 2011;
4. De financer la dépense par un emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke en mobiele bouwplaatsen en het koninklijk besluit van 19 januari 2005 waarbij het gewijzigd wordt;

Overwegende dat wegens de van kracht zijnde wetgeving op de tijdelijke bouwplaatsen er een coördinator veiligheid en gezondheid moet worden betrokken bij de studies van de projecten en de latere uitvoering van de meeste werken, die voorkomen op de begroting over 2011:

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2011 houdende :

1. het overgaan tot de gunning van een opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de aanduiding van een coördinator ontwerp en verwezenlijking voor deze toekomstige werken.
2. vastlegging van de voorwaarden van de overeenkomst zoals opgesteld in het bijzonder bestek met referentie Scha/Infra/2011/013;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 80.000 €, op het ingeschreven krediet van de artikels 137/733-IN-60/51 en 421/733-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2011.
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2011.

Espaces Publics -== Openbare ruimten

**SP 30.- Fontaine sise Place de la Patrie - Remise en état de la salle de pompage - Marché de travaux - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -==
Fontein gelegen Vaderlandsplein - Herstellen van de pompzaal - Werkenopdracht - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DECISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -== Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant l'inondation survenue au local technique de la Fontaine Patrie – place de la Patrie ;

Considérant l'endommagement des tableaux électriques suite à cette inondation ;

Considérant la nécessité de la remise en état de la salle de pompage par le remplacement du matériel électrique endommagé et de tout autre matériel nécessitant un remplacement;

Considérant qu'il convient de confier ce marché à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 20.000 € htva ;
Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars 2011 par lequel il décide :

1. d'approuver le principe de travaux visant à la remise en état de la salle de pompage de la fontaine Patrie
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de quatre firmes et aux conditions des clauses administratives et techniques jointes à l'appel ;
3. d'imputer la dépense estimée à 20.000 € htva au crédit de l'article 766/725-IN-60/51 ;
4. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité
La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1^oa - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de overstroming die zich voordeed in het technisch lokaal van de fontein op het Vaderlandsplein ;

Overwegende de beschadiging van de elektrische borden ten gevolge van deze overstroming ;

Overwegende de noodzaak om de pompruimte te herstellen door de vervanging van het beschadigde elektrische materiaal en van elk ander materiaal waarvan de vervanging noodzakelijk is ;

Overwegende dat het past om deze opdracht toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;

Overwegende dat de kosten van deze operatie geraamd werden op € 20.000, buiten BTW;

Gelet op het Collegebesluit van 15 maart 2011 houdende:

1. principiële goedkeuring van de werken met het oog op de herstelling van de pompruimte van de fontein op het Vaderlandsplein;
2. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van vier firma's, aan de voorwaarden van de bij de oproep gevoegde administratieve en technische bepalingen;
3. aanrekening van de op 20.000 EUR (zonder BTW) geraamde uitgave op artikel 766/725-IN-60/51;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 maart 2011.

Voirie == Wegen

SP 31.- Plan de rénovation des trottoirs - Année 2011 - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Plan voor de renovatie van de voetpaden -

Jaar 2011 - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu le plan pluriannuel qui a été programmé pour le renouvellement des trottoirs sur l'ensemble du territoire communal sur une période de trente ans ;

Vu le projet dressé par le Bureau d'Etudes Voirie relatif au plan de rénovation des trottoirs, pour l'année 2011, cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2011/011;

Considérant que le coût total des travaux est estimé à 1.000.000 €, TVA incluse.

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet relatif aux travaux de rénovation des trottoirs pour l'année 2011, comprenant le cahier spécial des charges, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif et le plan général de sécurité et de santé (PGSS);
2. de passer le marché sur base de l'adjudication publique;
3. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/011;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
5. d'imputer la dépense estimée à 1.000.000 € à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire de 2011;
6. de financer la dépense au moyen d'un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het meerjarenplan dat opgesteld werd voor de vernieuwing van de voetpaden over het volledige grondgebied van de gemeente, over een periode van dertig jaar;

Gelet op het ontwerp opgemaakt door het Studiebureau Wegen, voor de vernieuwing van de voetpaden in 2011, bijzonder bestek Scha/Infra/2011/011;

Overwegende dat de totale kostprijs voor deze werken werd geraamd op 1.000.000 €, BTW inbegrepen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de vernieuwing van de voetpaden voor het jaar 2011, omvattende het bijzonder bestek, de beschrijvende en samenvattende meetstaten en de kostenraming, alsook het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan (AVGP);
2. de opdracht te gunnen op basis van een openbare aanbesteding;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/011;
4. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
5. de uitgave, geraamd op 1.000.000 €, aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60/53 van de buitengewone begroting over 2011;
6. de kosten te financieren met een lening;

SP 32.- Réaménagement de la place Jansen - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Herinrichting van het Jansenplein - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

M. Van Gorp intervient

Mme Smeysters et Mme la Bourgmestre ff répondent.

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 ;

Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2010-2012 Projet n°02;

Vu le projet dressé par le Bureau d'Etudes/adjudicataire pour le réaménagement de la place Jansen, carrefour rue Jacques Jansen, Grande rue au Bois et avenue Chazal, cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2011/012;

Vu le permis d'urbanisme a été délivré le 10 décembre 2010 ;

Considérant que le coût total des travaux est estimé à 998.868,43 €, TVA incluse. Que cette estimation est à majorer conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, pour la révision des prix et l'éventuel dépassement des quantités présumées;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet relatif aux travaux de réaménagement de la place Jansen, carrefour rue Jacques Jansen, Grande rue au Bois et avenue Chazal, comprenant le cahier spécial des charges, les plans, les métrés

descriptif, récapitulatif et estimatif et le plan général de sécurité et de santé (PGSS);

2. de passer le marché sur base de l'adjudication publique;
3. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/012;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
5. de s'engager à assurer l'entretien et la gestion du bien concerné suivant le programme d'entretien joint au dossier et portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des ouvrages, en ce y compris les prévisions financières pour chaque exercice ;
6. de s'engager à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir l'autorité subsidiante
7. d'imputer la dépense estimée à 1.100.000€ à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire de 2011, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
8. de solliciter les subsides à concurrence de 90% auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, service des Travaux Subsidiés;
9. de financer la partie non subsidiée au moyen d'un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de Ordonnantie van 16 juli 1998;

Gelet op het Driejarig Investeringsprogramma 2010-2012 – Project nr. 02;

Gelet op het ontwerp opgemaakt door het Studiebureau/annemer, voor de heraanleg van het Jansenplein, kruispunt Jacques Jansenstraat, Grote Bosstraat en Chazallaan, bijzonder bestek Scha/Infra/2011/012;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning, afgeleverd op 10 december 2010;

Overwegende dat de totale kostprijs voor deze werken werd geraamd op 998.868,43 €, BTW inbegrepen. Dat deze raming dient te worden verhoogd, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, voor de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de heraanleg van het Jansenplein, kruispunt Jacques Jansenstraat, Grote Bosstraat en Chazallaan, omvattende het bijzonder bestek, de plannen, de beschrijvende en samenvattende meetstaten en de kostenraming, evenals het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan (AVGP);
2. de opdracht te gunnen op basis van een openbare aanbesteding;

3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/012;
4. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
5. zich ertoe te verbinden om het onderhoud en het beheer te verzekeren van het goed in kwestie volgens het bij het dossier gevoegde onderhoudsprogramma, gedurende de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering der werken, met inbegrip van de financiële prognoses voor elk boekjaar;
6. zich ertoe te verbinden noch het goed te vervreemden, noch de bestemming ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de toelage, zonder de subsidiërende overheid hiervan op voorhand ingelicht te hebben;
7. de uitgave, geraamd op 1.100.000,- €, aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60/53 van de buitengewone begroting over 2011, rekening houdend, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;
8. de subsidieaanvraag, naar rato van 90 %, in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Dienst Gesubsidieerde Werken;
9. de kosten van het niet gesubsidieerde deel te financieren met een lening;

SP 33.- Réaménagement de la place des Chasseurs Ardennais - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Herinrichting van het Ardens Jagersplein - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 ;

Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2010-2012 Projet n° 03;

Vu le projet dressé par le Bureau d'Etudes Voirie pour le réaménagement de la place des Chasseurs Ardennais, cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2010/057;

Vu le permis d'urbanisme a été délivré le 1^{er} septembre 2010 ;

Considérant que le coût total des travaux est estimé à 1.126.785,58 €, TVA incluse. Que cette estimation est à majorer conformément à la circulaire

régionale du 2 août 2006, pour la révision des prix et l'éventuel dépassement des quantités présumées;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet relatif aux travaux de réaménagement de la place des Chasseurs Ardennais, comprenant le cahier spécial des charges, les plans, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif et le plan général de sécurité et de santé (PGSS);
2. de passer le marché sur base de l'adjudication publique;
3. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/057;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
5. de s'engager à assurer l'entretien et la gestion du bien concerné suivant le programme d'entretien joint au dossier et portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des ouvrages, en ce y compris les prévisions financières pour chaque exercice ;
6. de s'engager à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir l'autorité subsidiante
7. d'imputer la dépense estimée à 1.250.000€ à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire de 2011, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
8. de solliciter les subsides à concurrence de 90% auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, service des Travaux Subsidiés;
9. de financer la partie non subsidiée au moyen d'un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de Ordonnantie van 16 juli 1998;

Gelet op het Driejarig Investeringsprogramma 2010-2012 – Project nr. 03;

Gelet op het ontwerp opgemaakt door het Studiebureau Wegen, voor de heraanleg van het Ardense Jagersplein, bijzonder bestek Scha/Infra/2010/057;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning, afgeleverd op 1 september 2010;

Overwegende dat de totale kostprijs voor deze werken werd geraamd op 1.126.785,58 €, BTW inbegrepen. Dat deze raming dient te worden verhoogd, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, voor de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de heraanleg van het Ardense Jagersplein, omvattende het bijzonder bestek, de plannen, de beschrijvende

- en samenvattende meetstaten en de kostenraming, evenals het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan (AVGP);
2. de opdracht te gunnen op basis van een openbare aanbesteding;
 3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/057;
 4. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
 5. zich ertoe te verbinden om het onderhoud en het beheer te verzekeren van het goed in kwestie volgens het bij het dossier gevoegde onderhoudsprogramma, gedurende de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering der werken, met inbegrip van de financiële prognoses voor elk boekjaar;
 6. zich ertoe te verbinden noch het goed te vervreemden, noch de bestemming ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de toelage, zonder de subsidiërende overheid hiervan op voorhand ingelicht te hebben;
 7. de uitgave, geraamd op 1.250.000,- €, aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60/53 van de buitengewone begroting over 2011, rekening houdend, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;
 8. de subsidieaanvraag, naar rato van 90 %, in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Dienst Gesubsidieerde Werken;
 9. de kosten van het niet gesubsidieerde deel te financieren met een lening;

SP 34.- Réalisation de divers aménagements de voirie - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Verwezenlijking van diverse weg inrichtingen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/002 établi par les services techniques communaux;

Considérant que différents aménagements particuliers des voiries, tels que le placement de plateaux, d'oreilles de trottoirs, de renouvellement de parties d'égout et de ralentisseurs de vitesse, sont sollicités chaque année;

Considérant que cette année, un budget complémentaire a été prévu pour la réalisation de travaux en faveur des personnes à mobilité réduite et qu'il convient que ces aménagements soient inclus dans le dossier général ;

Considérant qu'il convient de prévoir un marché stock permettant de s'adresser dans chaque cas à un entrepreneur désigné sur base de prix unitaires ;

Considérant que le mode de passation retenu est l'adjudication publique ;

Considérant que les quantités figurant au métré sont données à titre indicatif pour permettre le classement des soumissionnaires et que la commande effective aura lieu en fonction des besoins ;

Considérant que le montant maximum des travaux commandés sera inférieur ou égal à 320.000,- €, tva incluse ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet relatif à la conclusion d'un marché en vue de la réalisation de divers aménagements de voirie comprenant la création de plateaux, le placement de ralentisseurs de vitesse, d'oreilles de trottoirs, d'aménagements pour les PMR et le renouvellement de raccordement aux égouts ;
2. de passer le marché, par adjudication publique, aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/002;
3. d'approuver le texte de l'avis de marché, énonçant les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
4. d'imputer la dépense, estimée à 320.000,- €, tvac à l'article 421/735-IN 60/53 du budget extraordinaire de 2011;
5. de financer les débours par un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/002 opgemaakt door de gemeentelijke technische diensten;

Overwegende dat er elk jaar bijzondere inrichtingen van de wegen zoals het plaatsen van plateaus, voetpadoren en de hernieuwing van straatgoten en verkeersdrempels worden aangevraagd;

Overwegende dat er dit jaar een bijkomend budget werd voorzien voor inrichtingen voor personen met beperkte mobiliteit en dat het zou passen deze te integreren in het dossier betreffende de kleine bijzondere inrichtingen;

Overwegende dat het raadzaam is om een stock-opdracht te sluiten waardoor het mogelijk wordt zich te richten tot een aangeduide aannemer op basis van de eenheidsprijzen;

Overwegende dat de openbare aanbesteding de weerhouden gunningswijze is;

Overwegende dat de hoeveelheden die op de meetstaat voorkomen, ter informatie gegeven worden zodat de inschrijvers ingedeeld kunnen worden en opdat de bestelling effectief gebeurt in functie van de behoeften;

Overwegende dat het maximum bedrag van de bestelde werken lager of gelijk is aan 320.000 €, btw inbegrepen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de afsluiting van een overeenkomst voor de verwezenlijking van verschillende weginrichtingen omvattende de inrichting van plateaus, verkeersdrempels, voetpadoren, inrichtingen voor PBM en de vernieuwing van aansluitingen op het rioolnet;
2. de opdracht te gunnen bij openbare aanbesteding aan de voorwaarden vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/002;

3. de tekst van het bericht van opdracht, dat de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeldt, goed te keuren;
4. de uitgave, geraamd op 320.000 €, btw inbegrepen aan te rekenen op artikel 421/735-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2008;
5. de uitgave te financieren met een lening.

SP 35.- Entretien des chaussées - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -= Onderhoud van de wegen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/010 établi par les services techniques communaux;

Considérant que le revêtement asphaltique de bon nombre d'artères est trop dégradé pour permettre d'y effectuer des réparations locales ;

Considérant que la dépense estimée à 800.000,- €, tvac, serait imputée à l'article 421/735 IN-60/53 du budget extraordinaire et financée par un emprunt;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le renouvellement, total ou partiel selon les nécessités, du revêtement hydrocarboné des rues et avenues ci-après :

Avenue ou Rue	M ²	€ (tvac)	Remarques
Rue Rasson	2.500	50.000	
Rue Jean Jaurès	3.500	70.000	
Rue Anatole France (entre Snieders et Maeterlinck)	3.000	60.000	
Rue Victor Oudart	700	14.000	
Avenue Dailly	6.300	160.000	SMA + sableux
Avenue Milcamps	8.000	160.000	
Rue Théodore Roosevelt	1.500	30.000	
Rue de la Chaumière	1.000	20.000	
Rue Royale-Ste-Marie (hors zone stationnement)	6.800	136.000	
Rue Général Eenens	4.000	100.000	SMA + sableux
Total	37.300	800.000	

2. de passer le marché, par adjudication publique, aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges Scba/Infra/2011/010;
3. d'approuver le texte de l'avis de marché, énonçant les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
4. d'imputer la dépense, estimée à 880.000,- €, tvac, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix, de l'éventuel dépassement des quantités présumées et de la

contribution au fonds de participation, à l'article 421/735 IN-60/53 du budget extraordinaire de 2011;

5. de financieren les débours par un emprunt ;

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten; zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken; zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken; zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/010 opgemaakt door de gemeentelijke technische diensten;

Overwegende dat de asfaltbekleding van een groot aantal wegen te zwaar beschadigd is om er enkel plaatselijke herstellingen uit te voeren ;

Overwegende dat de uitgave geraamd op 800.000,- €, btw inbegrepen zal worden aangerekend op artikel 421/735 IN-60/53 van de buitengewone begroting en gefinancierd met een lening ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. de hernieuwing van de koolwaterstofhoudende bekleding goed te keuren, gedeeltelijk of geheel, naargelang de noodzakelijkheid, van de hiernagenoemde straten :

Laan of Straat	M ²	€ (btw)	Opmerkingen
Rassonstraat	2.500	50.000	
Jean Jaurèsstraat	3.500	70.000	
Anatole Francestraat (tussen Snieders en Maeterlinck)	3.000	60.000	
Victor Oudartstraat	700	14.000	
Daillylaan	6.300	160.000	SMA + zandasfalt
Milcampslaan	8.000	160.000	
Théodore Rooseveltstraat	1.500	30.000	
Hutstraat	1.000	20.000	
Koninklijke Ste-Mariastraat (buiten de parkeerzone)	6.800	136.000	
Generaal Eenensstraat	4.000	100.000	SMA + zandasfalt
Total	37.300	800.000	

2. de opdracht te gunnen bij openbare aanbesteding aan de voorwaarden vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/010;
3. de tekst goed te keuren van het bericht van opdracht waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
4. de uitgave, geraamd op 880.000,- €, btw inbegrepen, rekening houdend, overeenkomstig de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening, de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden en de bijdrage aan het Participatiefonds, aan te rekenen op artikel 421/735 IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2011;
5. de kosten te financieren met een lening ;

Gestion immobilière -=- Vastgoedbeheer

SP 36.- Boutique de Quartier sise rue Richard Vandevelde 85 - Convention d'occupation avec l'ASBL RenovaS - Prendre acte -=- Wijkwinkel gelegen Richard Vandeveldestraat 85 - Bezettingsovereenkomst met de vzw RenovaS - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale

Vu sa délibération du 02.02.2011 marquant son accord sur la prise en location du rez-de-chaussée sis rue Richard Vandevelde, 85 dans le cadre du projet « Boutique de quartier »

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.03.2011

Considérant qu'il y a lieu de faire suite à cette décision

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. De prendre acte que l'asbl RenovaS occupera également ce local situe rue Richard Vandevelde, 85 et versera 50% du montant du loyer et des charges (550 € + 20 €/mois)
2. Adopter la convention, déposée au dossier, entre la Commune et l'asbl RenovaS

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op zijn beraadslaging dd. 02.02.2011 houdende zijn akkoord met de in huur name van het gelijkvloers Richard Vandeveldestraat, 85 in het raam van het project "Wijkwinkel"

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 15.03.2011

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Akte te nemen dat de vzw RenovaS zal ook deze ruimte (Richard Vandeveldestraat, 85) bezetten en dat ze 50% van het bedrag van de huurwaarde en van de kosten (550 € + 20 €/maand) zal betalen
2. De overeenkomst tussen de gemeente en de vzw RenovaS die neergelegd in het dossier, aan te nemen

SP 37.- Contrat de quartier "Princesse Elisabeth" - Bien communal sis rue Van Camp 1A - Fixation de la valeur locative - Approbation -=- Wijkcontract "Prinses Elisabeth" - Gemeentegoed gelegen Van Campstraat 1A - Vaststelling van de huurwaarden - Goedkeuring

M. Van Gorp intervient

Mme la Bourgmestre ff répond.

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale

Considérant que Monsieur le Géomètre communal a fixé les valeurs locatives en tenant compte des dispositions prévues

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.03.2011 d'adopter la valeur locatives du bien communal sis rue Van Camp, 1A

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.03.2011 adoptant le projet de délibération

Considérant qu'il y a lieu de faire suite à ces décisions

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

d'adopter la valeur locative fixée par le Géomètre communal pour l'immeuble sis rue Van Camp, 1A (3 chambres – superficie : 116,85 m²) à 680 €/mois

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Overwegend dat de Gemeentelandmeter de huurprijs heeft vastgesteld rekening gehouden met de bepalingen

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 08.03.2011 de huurprijs van het goed gelegen Van Camp, 1A goed te keuren

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 08.03.2011

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissingen

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De huurprijs vastgelegd door de Gemeentelandmeter voor het pand gelegen Van Campstraat, 1A (3 kamers – oppervlakte : 116,85 m²) : 680 €/maand

SP 38.- Contrat de quartier "Navez-Portaels" - Acquisition de gré à gré, pour cause d'utilité publique, du bien sis rue d'Anethan, 6-8 - Approbation -- Wijkcontract "Navez-Portaels" - Onderhandse aankoop, ten algemenen nutte, van het goed gelegen d'Anethanstraat, 6-8 - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'ordonnance du 07.10.1993 relative à la revitalisation des quartiers

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 30 mai 1996

Vu le programme du Contrat de Quartier « Navez-Portaels » adopté en décembre 2008 par le gouvernement bruxellois

Vu l'estimation du Receveur de l'Enregistrement

Vu l'accord du propriétaire l'asbl « Les Aumôniers du Travail »

Vu le projet de délibération adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 15.03.2011

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à cette décision ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver l'acquisition de gré à gré pour cause d'utilité publique du bien sis rue d'Anethan, 6-8 (cadastré ou l'ayant été 10^{ème} Division section E nr 121/02F/4 et nr 121/02G/4 (n^o communal 21910) d'une superficie de 4a 30ca, propriété de l'asbl « Les Aumôniers du travail » – Boulevard Lambermont, 31 -1030 Bruxelles) pour la somme de 140.000 euros dans le cadre du Contrat de Quartier « Navez-Portaels » ;
2. Imputer la dépense de 140.000 euros à l'article budgétaire 922/712-CQ-06/06 de 2011 (Financement à 90% par le Contrat de Quartier)

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de ordonnantie van 07.10.1993 houdende revitalisatie der wijken

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03.02.1994 houdende uitvoering van de ordonnantie van 07.10.1993 houdende de revitalisatie der wijken, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30.05.1996

Gelet op het programma van het Wijkcontract "Navez-Portaels" dat in december 2008 door de Brusselse regering goedgekeurd werd

Gelet op het schattingsverslag van de Ontvanger der Registratie

Gelet op het akkoord van de eigenaar de vzw "Les Aumôniers du travail"

Gelet op het ontwerp van de beraadslaging aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen dd. 15.03.2011

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de verwerving, ten algemene nutte, van het pand gelegen d'Anethanstraat, 6-8 (gekadastraerd of geweest 10de Afdeling Sectie E nr 121/02F/4 en nr 121/02G/4 (gemeentenummer 21910) met een oppervlakte van 4a 30ca), eigendom van vzw "Les Aumôniers du Travail"(Lambermontlaan, 31 – 1030 Brussel) voor een bedrag van 140.000 euro in het raam van het Wijkcontract "Navez-Portaels"
2. de uitgave van 140.000 euro te boeken op begrotingsartikel 922/712-CQ-06/06 van 2011 (financiering voor 90% door de subsidies Wijkcontract "Navez-Portaels")

SP 39.- Rez-de-chaussée communal sis rue Navez 1 - Contrat de bail - Approbation -- Gemeentelijk gelijkvloers gelegen Navezstraat 1 - Huurcontract - Goedkeuring (voir annexes - zie bijlage)

M. Ayad intervient

Mme la Bourgmestre ff répond.

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu sa délibération du 29.09.2010 fixant la valeur locative du rez-de-chaussée

Considérant qu'un appel à candidatures a été effectué

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.02.2011 désignant la sprl IND Group

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.03.2011

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. de marquer son accord sur la prise en location du rez-de-chaussée commercial communal sis rue Navez, 1 par la sprl IND Group (Rue Van Schoor, 10 – 1030 Bruxelles) à partir du 1^{er} mai 2011 pour un loyer mensuel de 653,98 euros afin d'y tenir une activité d'agence de voyages.
2. d'approuver le bail déposé au dossier

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op zijn beraadslaging dd. 29.09.2010 vaststelling de huurprijs van het gelijkvloers

Overwegend dat een kandidatenoproep werd uitgeschreven

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 23.02.2011aanwijzende sprl IND Group

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 15.03.2011

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de huur van het gemeentelijke handelsgelijkvloers gelegen Navezstraat, 1 door de sprl IND Group (Van Schoorstraat, 10 – 1030 Brussel) vanaf 1 mei 2011 voor een bedrag van 653,98 euro/maand om een activiteit van reisagentschap te ontwikkelen
2. het huurcontract, neergelegd in het dossier, goed te keuren

* * *

MM. El Khattabi et Clerfayt entrent en séance -- De hh. El Khattabi en Clerfayt treden ter vergadering.

* * *

Contrat de quartier -- Wijkcontract

SP 40.- Contrat de quartier Navez-Portaels - Opération 1 C - Démolition/reconstruction de logement assimilé à du logement social - Création d'un espace pour accueillir les ateliers mécaniques de l'Institut Cardinal Mercier au rez-de-chaussée et au sous-sol - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Wijkcontract Navez-Portaels - Operatie 1 C - Afbraak/Heropbouw van woningen gelijkgesteld aan sociale woningen - Creëren van een ruimte, op het gelijkvloers en de benedenverdieping, om de mechanische werkplaatsen voor het Kardinaal Mercier Instituut in onder te brengen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

Monsieur Grimberghs ne participe pas au vote de ce point -- De heer Grimberghs neemt niet deel aan de stemming op dit punt.

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 7 octobre 1993, organique de la revitalisation des quartiers ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1994 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 20 septembre 2001 modifiant l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 décembre 2008 approuvant le programme du contrat de quartier Navez-Portaels ;

Vu l'approbation par la Ministre E. Huytebroeck des modifications du programme du contrat de quartier Navez-Portaels, notifiée aux Bourgmestre et Échevins le 22 décembre 2010 ;

Considérant que la démolition/construction de logements assimilés à du logement social et la création d'un espace pour accueillir les ateliers mécanique de l'Institut Technique Cardinal Mercier au rez-de-chaussée et sous-sol sis rue d'Anethan 6-8 constitue l'opération 1C de ce programme ;

Considérant que ces travaux doivent être précédés d'une étude à confier à un bureau extérieur ;

Considérant que le coût de cette étude est évalué à 108.015,00-€ TVAC ;

Considérant qu'un montant de 6.354,00-€ TVAC est prévu pour couvrir les frais d'indemnisation au profit des candidats sélectionnés qui auront remis une offre régulière et que ne se seront pas vu attribuer le marché ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 90% et que le solde sera financé par emprunt ;

Considérant que le marché d'étude peut être passé par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 17§3 4° de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1C dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 mars 2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° d'approuver le principe d'élaboration d'une étude pour la démolition/construction de logements assimilés à du logement social et la création d'un espace pour accueillir les ateliers mécanique de l'Institut Technique Cardinal Mercier au rez-de-chaussée et sous-sols sis rue d'Anethan 6-8 ;
- 2° de passer le marché de service par procédure négociée avec publicité sur base du cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1C ;
- 3° d'imputer la dépense de 114.369,00-€ à l'article 922/733-CQ-60/06 du budget extraordinaire de 2011 ;
- 4° de prendre acte de la subvention de ces frais à concurrence de 90% dans le cadre du contrat de quartier Navez-Portaels ;
- 5° de financer la part communale, soit le solde, par un emprunt au taux en vigueur au moment de sa conclusion.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;

Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 betreffende de herwaarderung van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1994 betreffende de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op het besluit van de Executieve van 20 september 2001 die voornoemd besluit wijzigt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 18 december 2008 dat het programma van het wijkcontract Navez-Portaels goedkeurt;

Gelet op de goedkeuring door Minister E. Huytebroeck van de wijzigingen van het programma van het wijkcontract Navez-Portaels, die op 22 december 2010 werd gemeld aan de Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de afbraak/constructie van met sociale woningen gelijkgestelde woningen en de creatie van een ruimte voor mechanica ateliers van het Institut Technique Cardinal Mercier op het gelijkvloers en in de kelders van de Anethanstraat 6-8 de operatie 1C van dit programma vormt;

Overwegende dat deze werken moeten worden voorafgegaan door een studie die moet worden toevertrouwd aan een extra muros bureau;

Overwegende dat de kost voor deze studie wordt geraamd op 108.015,00-€ BTWI;

Overwegende dat een bedrag van 6.354,00-€ BTWI is voorzien om de kosten te dekken voor de vergoeding van de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte zullen hebben ingediend maar aan wie de opdracht niet zal worden gegund;

Overwegende dat het geheel van de operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten belope van 90% en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Overwegende dat de studieopdracht kan worden gegund via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 17§3 4° van de wet van 24 januari 1993 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1C dat hiertoe werd opgesteld;

Op voorstel namens het College van Burgemeester en Schepenen op 22 maart 2011;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1° het principe van de uitwerking van een studie voor de afbraak/constructie van met sociale woningen gelijkgestelde woningen en de creatie van een ruimte voor mechanica ateliers van het Institut Technique Cardinal Mercier op het gelijkvloers en in de kelders van de Anethanstraat 6-8, goed te keuren;
- 2° de opdracht voor diensten te gunnen via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking op basis van het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1C ;
- 3° de uitgave van 114.369,00-€ te boeken op artikel 922/733-CQ-60/06 van de buitengewone begroting van 2011;
- 4° akte te nemen van de subsidiëring van deze kosten ten belope van 90% in het kader van het wijkcontract Navez-Portaels;
- 5° het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, te financieren door middel van een lening aan de rentevoet die van kracht is op het ogenblik van de ondertekening.

SP 41.- Contrat de quartier Navez-Portaels - Opération 1 F - Démolition d'un ancien garage au rez-de-chaussée et construction d'un immeuble de logement assimilé à du logement social - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Wijkcontract Navez-Portaels - Operatie 1 F - Afbraak van een oude garage op het gelijkvloers en bouwen van een gebouw gelijkgesteld aan sociale woningen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 7 octobre 1993, organique de la revitalisation des quartiers ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1994 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 20 septembre 2001 modifiant l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 décembre 2008 approuvant le programme du contrat de quartier Navez-Portaels ;

Vu l'approbation par la Ministre E. Huytebroeck des modifications du programme du contrat de quartier Navez-Portaels, notifiée aux Bourgmestre et Échevins le 22 décembre 2010 ;

Considérant que la démolition d'un ancien garage au rez-de-chaussée et la construction d'un immeuble de logement assimilés à du logement social sis avenue Princesse Élisabeth 48 constitue l'opération 1F de ce programme ;

Considérant que ces travaux doivent être précédés d'une étude à confier à un bureau extérieur ;

Considérant que le coût de cette étude est évalué à 134.245,00-€ TVAC ;

Considérant qu'un montant de 6.542,00-€ TVAC est prévu pour couvrir les frais d'indemnisation au profit des candidats sélectionnés qui auront remis une offre régulière et que ne se seront pas vu attribuer le marché ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 90% et que le solde sera financé par emprunt ;

Considérant que le marché d'étude peut être passé par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 17§3 4° de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1F dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 mars 2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° d'approuver le principe d'élaboration d'une étude pour la démolition d'un ancien garage au rez-de-chaussée et la construction d'un immeuble de logement assimilés à du logement social sis avenue Princesse Élisabeth 48 ;
- 2° de passer le marché de service par procédure négociée avec publicité sur base du cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1F ;
- 3° d'imputer la dépense de 140.787,00-€ TVAC à l'article 922/733-CQ-60/06 du budget extraordinaire de 2011 ;
- 4° de prendre acte de la subsidiation de ces frais à concurrence de 90% dans le cadre du contrat de quartier Navez-Portaels ;
- 5° de financer la part communale, soit le solde, par un emprunt au taux en vigueur au moment de sa conclusion.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;

Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 betreffende de herwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1994 betreffende de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op het besluit van de Executieve van 20 september 2001 die voornoemd besluit wijzigt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 18 december 2008 dat het programma van het wijkcontract Navez-Portaels goedkeurt;

Gelet op de goedkeuring door Minister E. Huytebroeck van de wijzigingen van het programma van het wijkcontract Navez-Portaels, die op 22 december 2010 werd gemeld aan de Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de afbraak van een oude garage op het gelijkvloers en de constructie van een gebouw met aan sociale woningen gelijkgestelde woningen op de Prinses Elisabethlaan 48, de operatie 1F van dit programma vormt;

Overwegende dat deze werken moeten worden voorafgegaan door een studie die moet worden toevertrouwd aan een extra muros bureau;

Overwegende dat de kost voor deze studie wordt geraamd op 134.245,00-€ BTWI;

Overwegende dat de en bedrag van 6.542,00-€ BTWI is voorzien om de kosten te dekken voor de vergoeding van de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte zullen hebben ingediend maar aan wie de opdracht niet zal worden gegund;

Overwegende dat het geheel van de operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten belope van 90% en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Overwegende dat de studieopdracht kan worden gegund via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 17§3 4° van de wet van 24 januari 1993 betreffende de overheidsopdrachten;;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1F dat hiertoe werd opgesteld;

Op voorstel namens het College van Burgemeester en Schepenen op 22 maart 2011;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1° het principe van de uitwerking van een studie voor de afbraak van een oude garage op het gelijkvloers en de constructie van een gebouw met aan sociale woningen gelijkgestelde woningen op de Prinses Elisabethlaan 48, goed te keuren;
- 2° de opdracht voor diensten te gunnen via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking op basis van het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQNP/1F;
- 3° de uitgave van 140.787,00-€ T-Btwi te boeken op artikel 922/733-CQ-60/06 van de buitengewone begroting van 2011;
- 4° akte te nemen van de subsidiëring van deze kosten ten belope van 90% in het kader van het wijkcontract Navez-Portaels;
- 5° het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, te financieren door middel van een lening aan de rentevoet die van kracht is op het ogenblik van de ondertekening.

SP 42.- Contrat de quartier Navez-Portaels - Opération 5 A.3 - Rénovation et transformation de la maison de quartier Navez sise 43 rue J.F. Navez - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Wijkcontract Navez-Portaels - Operatie 5 A.3 - Hernieuwing en wijziging van het wijkhuis Navez gelegen 43 J.F. Navezstraat - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2008 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme du Contrat de Quartier « Navez-Portaels » et vu les modifications approuvées par la Ministre E. Huytebroeck en date du 22 décembre 2010 ;

Considérant que la rénovation et la transformation de la maison de quartier sise au 43 de la rue Navez constitue l'opération 5A.3 de ce programme ;

Considérant qu'il convient de confier ces travaux à une entreprise. Que le coût de ces travaux est estimé à 511.000,00 € TVAC ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 370.260,00 € et que le solde sera financé par emprunt ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQ NP/5A.3 dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 22 mars 2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1) De passer le marché de travaux à confier à une entreprise par adjudication publique, aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges SCHAE/INFRA/2011/CQ NP/5A.3 ;
- 2) De publier l'avis de marché ci-joint au Bulletin des adjudications ;
- 3) D'imputer la dépense de 511.000,00 € à l'article 922/723-CQ-60/06 du budget extraordinaire 2011 ;
- 4) De prendre acte de la subsidiation à concurrence de 370.260,00 € dans le cadre du contrat de quartier « Navez-Portaels » ;
- 5) De financer la part communale, soit le solde, par emprunt

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 dat de algemene regels vastlegt voor de overheidsopdrachten en de gunning van openbare werken;

Gelet op het besluit van 18 december 2008 waarbij de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het wijkcontract "Navez-Portaels" goedkeurt en gelet op de wijzigingen die werden goedgekeurd door Minister E. Huytebroeck op 22 december 2010;

Overwegende dat de renovatie en verbouwing van het wijkhuis gelegen in de Navezstraat 43 de operatie 5A.3 van dit programma vormt;

Overwegende dat het passend is dat deze werken worden toevertrouwd aan een onderneming. Dat de kost voor deze werken wordt geraamd op 511.000,00 € BTWI;

Overwegende dat de ganse operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 370.260,00 € en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQ NP/5A.3 dat hiertoe werd opgesteld;

Op voorstel namens het College van Burgemeester en Schepenen op 22 maart 2011;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1) De overheidsopdracht die moet worden toevertrouwd aan een onderneming uit te schrijven via openbare aanbesteding, aan de voorwaarden die werden vastgelegd in het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQ NP/5A.3;
- 2) De aanbesteding te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen;
- 3) De uitgave van 511.000,00 € te boeken op artikel 922/723-CQ-60/06 van de buitengewone begroting 2011;
- 4) Akte te nemen van de subsidiëring ten bedrage van 370.260,00 € in het kader van het wijkcontract "Navez-Portaels";
- 5) Het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, te financieren via een lening.

SP 43.- Contrat de quartier Durable Coteaux-Josaphat - Composition de la Commission de Quartier -- Duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josafat - Samenstelling van de Wijkcommissie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine des quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 mai 2010 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers.

Vu la décision du Gouvernement de la région Bruxelles-capitale du 2 décembre 2010 de lancer en partenariat avec la Commune un nouveau contrat de quartier durable sur le secteur Coteaux-Josaphat (compris entre l'avenue Rogier, la limite communale avec Saint Josse, la rue royale Sainte Marie et les rues des coteaux et av. Paul Deschanel);

Vu l'obligation d'approuver par le Conseil communal la désignation des membres de la commission de quartier représentant, d'une part les habitants du quartier et d'autre part le secteur associatif et scolaire ;

Considérant que l'Assemblée Générale, qui s'est tenue le 15 février 2011 à l'école du cirque a permis aux habitants et acteurs associatifs et scolaires de se porter candidats à la commission de quartier;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 mars 2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité d'arrêter la composition de la Commission de quartier du contrat de quartier durable « Coteaux-Josaphat ».

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 mei 2010 inzake de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op het besluit van de Executieve betreffende de uitvoering van de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 voor de herwaardering van de wijken;

Gelet op de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 2 december 2010 om in partnerschap met de Gemeente, een nieuw duurzaam wijkcontract te lanceren voor de sector Wijnheuvelen-Josaphat (begrepen tussen de Rogierlaan, de gemeentegrens met Sint-Joost, de Koninklijke Sint-Mariastraat en de Wijnheuvelenstraat en de Paul Deschanellaan);

Gelet op de verplichting om de leden van de wijkcommissie die, enerzijds, de wijkbewoners en anderzijds, de vereniging- en schoolsector vertegenwoordigen, te doen goedkeuren door de Gemeenteraad;

Overwegende dat de Algemene Vergadering die plaats vond op 15 februari 2011 in de Circusschool aan de bewoners en de actoren van de verenigingen en de scholen heeft toegelaten om zich kandidaat te stellen voor de wijkcommissie;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 22 maart 2011;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen de samenstelling van de Wijkcommissie van het duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen-Josaphat" goed te keuren.

**SP 44.- Contrat de quartier Lehon-Kessels - Opération 4 E -
Renouvellement de l'éclairage public - Approbation -=
Wijkcontract Lehon-Kessels - Operatie 4 E - Vernieuwing
van de openbare verlichting - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'Ordonnance du 7 octobre 1993, organique de la revitalisation des quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1994 portant exécution de cette Ordonnance tel que modifié par l'arrêté du 11 septembre 2001;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2005 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme du Contrat de Quartier « Lehon-Kessels » et vu les modifications approuvées par le Ministre-Président en date du 24 décembre 2007 ;

Considérant que le renouvellement de l'éclairage public constitue l'opération Volet 4 E de ce programme;

Considérant qu'initialement, cette opération visait les rues de la Ruche, de Robiano, Vifquin, de l'Est et Fiers et que ces travaux ont été réalisés ;

Considérant qu'en date du 22 septembre 2009, le Collège a autorisé d'ajouter à cette opération, la rénovation de l'éclairage des rues suivantes : Josaphat (tronçon entre Rogier et Louis Bertrand), Coteaux (tronçon entre Rogier et Louis Bertrand), Kessels, Van Hoorde, Poste (tronçon entre Rogier et Lehon), et Brichaut et d'y consacrer la somme de 294.994,00 € inscrit à l'article budgétaire 922/731-CQ-60/05 ;

Vu les six offres de prix produites par Sibelga ;

	N° de références	Montant TVAC
Rue Josaphat	2000082159	53.064,03 €
Rue des Coteaux	2000082160	89.404,65 €
Rue Kessels	2000082161	52.447,11 €
Rue Van Hoorde	2000082162	22.076,43 €
Rue de la Poste	2000082163	52.361,64 €
Rue Brichaut	2000082171	25.640,12 €

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 90% ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1) De marquer son accord sur la commande à Sibelga de la réfection de l'éclairage des rues Josaphat (tronçon entre Rogier et Louis Bertrand), Coteaux (tronçon entre Rogier et Louis Bertrand), Kessels, Van Hoorde, Poste (tronçon entre Rogier et Lehon), et Brichaut sur base des offres n° 2000082159, 2000082160, 2000082161, 2000082162, 2000082163, 2000082171 ;
- 2) D'imputer la dépense pour travaux, soit 294.994,00 € TVA comprise, à l'article 922/731-CQ-60/05;
- 3) De prendre acte de la subside par la Région à concurrence de 90% dans le cadre du Contrat de Quartier « Lehon- Kessels ».
- 4) De financer la part communale, soit le solde, par un emprunt au taux en vigueur au moment de sa conclusion.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 voor de herwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1994 betreffende de uitvoering van deze ordonnantie zoals gewijzigd door het besluit van 11 september 2001;

Gelet op het besluit van 23 december 2005 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het wijkcontract "Lehon-Kessels" goedkeurt en gezien de wijzigingen die werden goed gekeurd door de Minister-president op 24 december 2007;

Overwegende dat de vernieuwing van de openbare verlichting de operatie Luik 4E van dit programma vormt;

Overwegende dat deze operatie oorspronkelijk de straten Bijenkorf, Robiano, Vifquin, Van Oost en Fiers betrof en dat deze werken werden verwezenlijkt;

Overwegende dat op 22 september 2009, het College de toestemming gaf om aan deze operatie de renovatie van volgende straten toe te voegen: Josaphat (stuk tussen Rogier en Louis Bertrand), Wijnheuvelen (stuk tussen Rogier en Louis Bertrand), Kessels, Van Hoorde, Post (stuk tussen Rogier en Lehon), en Brichaut en er de som van 294.994,00 € voor te boeken op het begrotingsartikel 922/731-CQ-60/05;

Gelet op de zes offertes ingediend door Sibelga;

	Referentienummer	Bedrag BTWI
Josaphatstraat	2000082159	53.064,03 €
Wijnheuvelenstraat	2000082160	89.404,65 €
Kesselsstraat	2000082161	52.447,11 €
Van Hoordestraat	2000082162	22.076,43 €
Poststraat	2000082163	52.361,64 €
Brichautstraat	2000082171	25.640,12 €

Overwegende dat de ganse operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten belope van 90%;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1) Zijn akkoord te geven betreffende de bestelling bij Sibelga voor het herstel van de verlichting in de straten Josaphat (stuk tussen Rogier en Louis Bertrand), Wijnheuvelen (stuk tussen Rogier en Louis Bertrand), Kessels, Van Hoorde, Post (stuk tussen Rogier en Lehon), en Brichaut op basis van de offertes nrs. 2000082159, 2000082160, 2000082161, 2000082162, 2000082163, 2000082171;
- 2) De uitgave voor deze werken, hetzij 294.994,00 € BTW inbegrepen, te boeken op artikel 922/731-CQ-60/05;
- 3) Akte te nemen van de subsidiëring door het Gewest ten belopen van 90% in het kader van het Wijkcontract "Lehon- Kessels";
- 4) Het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, te financieren door middel van een lening aan de rentevoet die van kracht is op het ogenblik van de ondertekening.

SERVICES COMMUNAUX SPECIFIQUES == BIJZONDERE GEMEENTEDIENSTEN

Intégration et Prévention == Integratie en Preventie

SP 45.- Conseil Consultatif Bruxellois Francophone de l'Aide aux personnes et de la santé - Candidature du coordinateur du programme communal de cohésion sociale - Approbation - == Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid - Kandidatuur van een coördinator voor het gemeentelijk programma voor sociale samenhang

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 13 mai 2004 du Collège de la Commission communautaire française (COCOF) relatif à la cohésion sociale, prévoyant en son article 16 la création et l'organisation d'une « Section Cohésion sociale » au sein du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé ;

Vu l'avis du Collège de la Commission communautaire française (COCOF) paru au Moniteur belge en date du 15 février 2011, prévoyant le renouvellement des mandats des membres du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé – Section Cohésion sociale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité
d'approuver la candidature de Mr Juan LATORRE, coordinateur du programme communal de Cohésion sociale, en vue de représenter la Commune au Conseil Consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, section Cohésion sociale.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 13 mei 2004 van het College van de Franse communautaire Commissie (COCOF) voor de Sociale Cohésie dat in artikel 16 de oprichting en de organisatie van „een Afdeling sociale Cohésie“ binnen de Franstalige Brusselse raadgevende Raad voor Hulp aan personen en voor Gezondheid voorziet;

Gelet op het advies van het College van de Franse communautaire Commissie (COCOF) gepubliceerd in het Belgische Staatsblad op 15 februari 2011, dat de vernieuwing van de mandaten van de leden van de Franstalige Brusselse raadgevende Raad voor Hulp aan personen en voor Gezondheid - Afdeling sociale Cohésie voorziet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen om de kandidatuur van de Heer Juan LATORRE, coördinator van het gemeenteprogramma van Sociale Cohésie, goed te keuren om de Gemeente in de Franstalige Brusselse Raadgevende Raad van de hulp voor de personen en de gezondheid te vertegenwoordigen, afdeling Sociale Cohésie.

Bibliothèques -- Bibliotheken

SP 46.- Projet pluriannuel de développement de la lecture - Programme de subvention 2010 - Convention -- Meerjaarlijks plan voor leesontwikkeling - Betoelagingsprogramma 2010 - Overeenkomst

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins du 22/03/2011

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la convention entre la Commune et la Communauté française relative au soutien sous forme de subside pluriannuel au projet d'Espace éducatif installé au sein de la Bibliothèque Sésame située au Boulevard Lambermont (site Kinetix).

Cette convention prévoit la possibilité d'engager un animateur-coordonateur à mi-temps durant trois ans, le poste étant subventionné à 100 %.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het verslag van het College van Burgermeester en Schepenen van 22/03/2011

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De overeenkomst tussen de Gemeente en de Franse Gemeenschap betreffende de ondersteuning in de vorm van een meerjarige subsidie van het project van educatieve ruimte, die in de bibliotheek Sésame, Lambermontlaan (Kinetix) gelegen is, goed te keuren.

Deze overeenkomst biedt de mogelijkheid, een halftime animator-coördinator gedurende drie jaren aan te werven, gezien deze baan 100% gesubsidieerd wordt.

POINT EN URGENGE -- PUNT IN SPOED

EQUIPEMENT -- UITRUSTING

Achats -- Aankopen

**SP 46/2.- Libéralisation des services postaux - Service postal universel -
Convention de mandat entre la Commune de Schaerbeek et
la Commune d'Ixelles dans le cadre d'un marché conjoint -
-- Vrijmaking van de postdiensten - Universele
postdiensten - Mandaatovereenkomst tussen de Gemeente
Schaerbeek en de Gemeente Elsene in het kader van een
gezamenlijke opdracht**

(voir annexes - zie bijlage)

M. Charels intervient

Mme la Bourgmestre ff répond.

M. Clerfayt intervient

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité -- De dringendheid wordt eenparig toegestaan.

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

L'urgence est admise à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant la libéralisation complète des services postaux en Belgique effective depuis le 1er janvier 2011 ;

Vu la loi du 13 décembre 2010 modifiant les lois du 21 mars 1991, du 9 juillet 2001 et du 17 janvier 2003, entrée en vigueur le 31 décembre 2010, désignant Bpost en tant que prestataire du service universel jusqu'au 31 décembre 2018 ;

Vu la circulaire du 18 février 2011 « marchés publics - mise en concurrence des services postaux – recommandation » qui nous autorisa à attribuer le marché de « service universel » (envois postaux jusqu'à de 2kg) par procédure négociée selon l'article 17 §2 1°f) (exc lusivité) auprès de Bpost ;

Vu la proposition de la Commune d'Ixelles de lancer un marché conjoint pour toute commune et CPAS intéressé ;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures autorisant la mise en place d'un marché unique permettant l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services;

Vu la convention ci-jointe, ratifiée par le Conseil communal d'Ixelles, régissant ce marché conjoint et définissant les obligations des parties en présence ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

Article 1 :

D'accepter les termes de la convention de mandat annexée émanant de la commune d'Ixelles dans le cadre de la réalisation d'un marché public de services conjoint à passer avec Bpost via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la convention.

De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de daadwerkelijk volledige vrijmaking van de postdiensten sinds 1 januari 2011;

Gelet op de wet van 13 december 2010 wijzigend de wetten dd 21 maart 1991, 9 juli 2001 en dd 17 januari 2003, in werking getreden op 31 december 2010, aanduidend Bpost als aanbieder van de universele dienst tot 31 december 2018;

Gelet op omzendbrief dd 18 februari 2011 « overheidsopdrachten – inmededingingstelling van postdiensten – aanbevelingen » die ons toelaat de opdracht van « universele diensten » (postzendingen tot 2kg) door onderhandelingsprocedure volgens het artikel 17 §2 1°f) (exclusiviteit) aan Bpost toe te kennen;

Gelet op de voorstel van de Gemeente Elsene om een gezamenlijke opdracht met alle geïnteresseerde gemeenten en OCMW's op te starten;

Gelet op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen toestaand het invoeren van één enkele opdracht die een gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten toelaat;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst, bekrachtigd door de Gemeenteraad van Elsene, bepalend deze gezamenlijke opdracht en definiërend de verplichtingen van de betrokken partijen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Artikel 1 :

De termen van de mandaatovereenkomst in bijlage, opgesteld door de gemeente Elsene, die moet worden afgesloten in het kader van de verwezenlijking van een samengevoegde overheidsopdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking conform artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, voor de postdiensten voor de universele diensten zoals beoogd door de wet van 21 maart 1991 en die onderworpen zijn aan de verkrijging van een vergunning gedurende één jaar, goed te keuren.

Artikel 2 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de uitvoering van de overeenkomst.

* * *

M. Köse quitte la séance -- De h. Köse verlaat de vergadering.

* * *

* * *

Après le point 46/2 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants -- Na het punt 46/2 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : Mme-mevr. Aliç, MM.-hh. Bouhjar, Nimal, Mme-mevr. Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.- hh. Kaddour, Vanhalewyn, Charels, Guillaume, Noël, Clerfayt, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nyssens, MM.-hh. Denys, El Khattabi, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Mmes-mevr. Essaidi, Smeysters, M.-h. Courtheoux, Mmes-mevr. Hemamou, Onkelinx, Durant, MM.-hh. Köksal, Dönmez et/en Mme-mevr. Jodogne

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME ALIC
STEMT ALS EERSTE : MEVR. ALIC

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

POINTS DE L'O.J. PUNTEN AGENDA	2-5; 9-18; 22-39; 41-46/2	6	7-8	19-20	40
MM.-HH. CHARELS	O	O	-	O	O
GUILLAUME	O	O	O	O	O
NOEL	O	O	O	O	O
CLERFAYT	O	O	O	O	O
VERZIN	O	O	O	O	O
VAN GORP	O	N	O	-	O
DE HERDE	O	O	O	O	O
GRIMBERGHS	O	O	O	-	O
MMES-MEVR. BOUARFA	O	N	O	-	O
NYSENS	O	O	O	-	O
MM.-HH. DENYS	O	O	O	O	O
EL KHATTABI	O	O	O	O	O
OZKARA					
KÖSE					
LAHLALI	O	N	O	-	O
RAMDANI	O	N	O	-	O
ÖZTURK	O	O	O	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O	O	O	O
SMEYSTERS	O	O	O	O	O
M.-H. COURTHEOUX	O	N	O	-	O
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O	O	O	O
ONKELINX	O	N	O	-	O
DURANT	O	O	O	O	O
MM.-HH. KÖKTEN					
KÖKSAL	O	O	O	O	O
DÖNMEZ	O	N	O	-	O
MME-MEVR. ALIC	O	N	O	-	O
M.-H. BOUHJAR	O	N	O	-	O
MME-MEVR. OZDEMIR					
M.-H. NIMAL	O	O	O	O	O
MMES-MEVR. CHAN					
GÜLES	O	O	O	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O	O	O	O
AYAD	O	N	O	-	O
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O	O	O	O
MMES-MEVR. NALBANT					
GUISSE	O	O	O	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O	O	O	O
ECHOUEL	O	O	O	O	O
EL ARNOUKI	O	O	O	-	O
MMES-MEVR. VRIAMONT	O	N	O	-	O
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O	O	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O	O	O	O
VANHALEWYN	O	O	O	O	O
MME-MEVR HELD					
VANHAUWAERT					
MME-MEVR. JODOGNE	O	O	O	O	O
OUI-JA	39	28	38	25	38
NON-NEEN	0	11	0	0	0
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	0	1	14	0

* * *

M. Köse entre en séance -- De h. Köse treedt ter vergadering.

* * *

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINTS INSCRITS À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNTEN

OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 47.- La taxe sur immeubles abandonnés et la vente éventuelle de la maison de maître sise avenue Plasky 40 (*Demande de Madame Bernadette VRIAMONT*) -- De leegstandbelasting en eventuele verkoop van het herenhuis gelegen aan de Plasky laan 40 (*Verzoek van Mevrouw Bernadette VRIAMONT*)

Mme Vriamont expose son point

Mme la Bourgmestre ff répond

SP 48.- Le suivi du test Helmet/Nestor de Tière (*Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS*) -- Het vervolg van de test Helmet/Nestor de Tière (*Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS*)

M. Grimberghs expose son point

Mme Smeysters répond

* * *

Mme Chan entre en séance -- Mevr. Chan treedt ter vergadering.

* * *

SP 49.- La desserte de la commune par la STIB (*Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS*) -- De verbindingen in de gemeente door het MIVB (*Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS*)

M. Grimberghs expose son point

Mme Smeysters répond

* * *

Mmes. Onkelinx et Bouarfa quittent la séance -- Mevr. Onkelinx en Bouarfa verlaten de vergadering.

* * *

SP 49/2.- La localisation des 4.151 nouvelles places dans l'enseignement fondamental à Bruxelles (*Motion de Monsieur Bernard CLERFAYT*) -- De plaatsen van de 4.151 nieuwe betrekkingen in het basisonderwijs in Brussel (*Motie van de heer Bernard CLERFAYT*)

M. Clerfayt développe sa motion

MM. Courtheoux, Grimberghs, Mme Durant, MM. Dönmez, Bouhjar, Lahlali, Mme Vriamont et M. Öztürk interviennent
M. Verzin répond

La motion amendée, est adoptée à l'unanimité -- De geamendeerde motie wordt goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Sont absents -- Zijn afwezig : Mmes-mevr. Vanhauwaert, Ozdemir, Onkelinx, M.-h. Özkara, Mmes-mevr. Nalbant, Bouarfa, M.-h. Kökten et/en Mme-mevr. Held.

LE CONSEIL COMMUNAL

Considérant la décision du gouvernement interfrancophone du 3 décembre 2011 de financer la création de 4.151 nouvelles places dans l'enseignement fondamental à Bruxelles;

Considérant que sur ces 4.151 nouvelles places, seules 400 seront créées sur le territoire de la Commune de Schaerbeek ;

Considérant que l'analyse IBSA estime le besoin de la Commune de Schaerbeek en termes de places, à l'échéance 2014-2015, à 4.740 ;

Considérant que le besoin réel de Schaerbeek est comblé à hauteur de 8,44% alors que celui de l'ensemble de la Région bruxelloise l'est à hauteur de 22,97% ;

Considérant que la Commune de Schaerbeek a rendu deux projets avancés, pour deux fois 400 nouvelles places dans l'enseignement fondamental, et qu'un seul a été retenu ;

Considérant que la Commune de Schaerbeek est en droit de faire savoir qu'elle n'est pas servie de manière adéquate

A l'unanimité

1. Prend acte de la décision du Gouvernement interfrancophone de financer la création de 400 places supplémentaires sur le territoire de la Commune de Schaerbeek ;
2. Constate que cette décision ne permet pas de répondre à la demande de la population schaarbeekoise ;
3. Souhaite que les futures décisions puissent permettre à Schaerbeek de combler son besoin réel en termes de places,
4. Invite le Collège des Bourgmestre et Echevins à écrire aux représentants du Gouvernement interfrancophone afin de faire connaître les besoins des parents et enfants schaarbeekoises ;
5. Invite le Collège des Bourgmestre et Echevins à réunir les deux Commissions de l'Instruction publique, fr et nl, afin de détailler un plan complet permettant de rencontrer les besoins objectifs en matière d'enseignement à Schaerbeek, tant francophone que néerlandophone, à présenter ensuite aux Gouvernements des deux Communautés, les invitant à mobiliser dans le cadre de leurs compétences, les outils pour développer l'ouverture de places dans l'enseignement.

QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN

SP 49/3.- La situation avenue des Cerisiers (*Question de Monsieur Yvan de BEAUFFORT*) -- De situatie in de Kersenlaan (*Vraag van de heer Yvan de BEAUFFORT*)

M. de Beaufort pose sa question
Mme la Bourgmestre ff répond

SP 49/4.- Le feu dédié aux vélos avenue Milcamps (*Question de Monsieur Yvan de BEAUFFORT*) -- Het verkeerslicht voor fietsers aan de Milcampslaan (*Vraag van de heer Yvan de BEAUFFORT*)

**M. de Beaufort pose sa question
Mme Smeysters répond**

SP 49/5.- Le quartier Terdelt (*Question de Madame Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL*) -- De Terdeltwijk (*Vraag van Mevrouw Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL*)

**Mme Lejeune de Schiervel pose sa question
Mme Smeysters répond**

La séance publique est levée à 21 heures 30 minutes -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.30 uur.